



“BOUCLIER DES AMÉRIQUES”: NOUVELLE ALLIANCE PAN-AMÉRICAINNE

Haïti-Élections

Le CEP poursuit avec les préparatifs



Le RECIPROC et le 8 Mars



L'AGD agit contre la criminalité et les risques sanitaires

PROCLAMATION DE DORAL



Proclamations

7 mars 2026

PAR LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE PROCLAMATION

Sous ma direction, les États-Unis ont démontré un engagement constant en faveur du démantèlement des cartels et des organisations terroristes étrangères opérant dans l'hémisphère occidental. Mon administration a désigné plusieurs cartels et organisations criminelles transnationales comme organisations terroristes étrangères et a depuis consacré des ressources sans précédent à leur destruction. Ces entités internationales contrôlent des territoires et le commerce, font chanter les systèmes politiques et judiciaires, utilisent des armes et déploient des capacités militaires, et recourent aux assassinats et au terrorisme pour atteindre leurs objectifs.

Afin de renforcer nos efforts, le secrétaire à la Guerre a créé la Coalition américaine contre les cartels, un engagement pris par des chefs militaires et des représentants de 17 pays, démontrant ainsi que la région est prête à déployer la force pour vaincre ces menaces à notre sécurité et à notre civilisation. Nous lutterons contre ces graves dangers en utilisant toutes les ressources nécessaires et les pouvoirs légaux à notre disposition, en collaboration avec nos pays partenaires.

PAR CONSÉQUENT, moi, Donald J. Trump, Président des États-Unis d'Amérique, en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par la Constitution et les

lois des États-Unis, proclame ce qui suit :

- (1) Les cartels criminels et les organisations terroristes étrangères opérant dans l'hémisphère occidental doivent être démantelés dans toute la mesure permise par la loi.
- (2) Les États-Unis et leurs alliés doivent se coordonner pour priver ces organisations de tout contrôle territorial et de tout accès aux financements et ressources nécessaires à la conduite de leurs campagnes de violence.
- (3) Les États-Unis formeront et mobiliseront les forces armées des pays partenaires afin de constituer la force de combat la plus efficace possible pour démanteler les cartels et leur capacité à exporter la violence et à exercer une influence par l'intimidation organisée.
- (4) Les États-Unis et leurs alliés doivent contenir les menaces extérieures, notamment les influences étrangères malveillantes provenant de l'extérieur de l'hémisphère occidental.

EN FOI DE QUOI, j'ai apposé ma signature ce septième jour de mars de l'an de grâce deux mille vingt-six, et de l'indépendance des États-Unis d'Amérique le deux cent cinquantième.

DONALD J. TRUMP

Page suivante

COMMITMENT TO COUNTERING CARTEL CRIMINAL ACTIVITY

COMMITMENT TO COUNTERING CARTEL CRIMINAL ACTIVITY

Proclamations

March 7, 2026

BY THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

A PROCLAMATION

The United States, under my leadership, has demonstrated a sustained commitment towards achieving the dismantlement of cartels and foreign terrorists operating in the Western Hemisphere. My Administration has designated a number of cartels and transnational gangs as foreign terrorist organizations and has since dedicated unprecedented resources towards their destruction. These international entities control territories and commerce, extort political and judicial systems, wield arms and field military capabilities, and use assassinations and terrorism to achieve their ends. In furtherance of our efforts, the Secretary of War established the Americas Counter Cartel Coalition, a pledge from military leaders and representatives from 17 countries demonstrating that the region is ready to operationalize hard power to defeat these threats to our security and civilization. We will address these grave dangers by use of any necessary resources and legally available authorities, together with our partner nations.

NOW, THEREFORE, I, DONALD J. TRUMP, President of the United States of America, by virtue of the authority vested in me by the Constitution and the laws of the United States, do hereby proclaim as

follows:

- (1) Criminal cartels and foreign terrorist organizations in the Western Hemisphere should be demolished to the fullest extent possible consistent with applicable law.
- (2) The United States and its allies should coordinate to deprive these organizations of any control of territory and access to financing or resources necessary to conduct their campaigns of violence.
- (3) The United States will train and mobilize partner nation militaries to achieve the most effective fighting force necessary to dismantle cartels and their ability to export violence and pursue influence through organized intimidation.
- (4) The United States and its allies should keep external threats at bay, including malign foreign influences from outside the Western Hemisphere.

IN WITNESS WHEREOF, I have hereunto set my hand this seventh day of March, in the year of our Lord two thousand twenty-six, and of the Independence of the United States of America the two hundred and fiftieth.

DONALD J. TRUMP

HAITI-ESPOIR



“HAITI-ESPOIR” est une revue hebdomadaire de l’actualité nationale et internationale, qui analyse de manière scientifique et indépendante les faits majeurs de la vie économique, politique, sociale et culturelle d’Haïti et du Monde. La finalité, c’est d’apporter sa pierre à la reconstruction d’Haïti, ce pays fondé en 1804 au terme de la lutte menée par les grands émancipateurs Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines et le “libertador” Alexandre Pétion, et qui se trouve aujourd’hui au fond de l’abîme.

Nos articles et réflexions sont rédigés par de vrais professionnels des sciences sociales et humaines, toujours guidés par l’éthique, la neutralité et l’objectivité. Ce qui rend le travail ardu, austère, mais de qualité. La facilité passe, mais l’austérité demeure.

Nous partageons le magazine online et des fois en dur gratuitement à un large public qui a fini par nous adopter. Chaque semaine notre lectorat attend impatiemment la dernière parution de **“HAITI-ESPOIR”** qui informe et éduque. Et nous prenons bien soin de ne pas leur fausser compagnie, peu importe les difficultés.

Si vous aimez notre travail ; encouragez-nous ! Votre aide nous permettra de faire encore plus : mieux vous informer, mieux vous aider à comprendre les dessous des événements qui affectent votre vie quotidienne. Ceci est assez important ! << *Felix, qui potuit rerum cognoscere causas !*>> << *Heureux, celui qui a pu pénétrer la raison des choses.*>>, dit la langue de Virgile.

Compte en Gourde de “HAITI-ESPOIR” : 4260-000410.

Compte en USD de “HAITI-ESPOIR” : 4261-000169.

Banque Nationale de Crédit ou BNC.

Merci !

“HAITI-ESPOIR” is a weekly review of national and international news, offering a scientific and independent analysis of major economic, political, social, and cultural events in Haiti and around the world. Its aim is to contribute to the reconstruction of Haïti; a country founded in 1804 following the struggle led by the great emancipators Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines, and the "libertador" Alexandre Pétion, and which today finds itself in dire straits.

True professionals in the social sciences and humanities, always guided by ethics, neutrality, and objectivity, write our articles and reflections. This makes the work arduous, rigorous, but ultimately of high quality. Ease may pass, but rigor remains. We share the magazine online and sometimes in print, free of charge, with a wide audience that has come to embrace us. Every week, our readership eagerly awaits the latest issue of "HAITI-ESPOIR," which informs and educates. And we take great care not to let them down, no matter the difficulties.

If you appreciate our work, encourage us! Your support will allow us to do even more: to better inform you, to better help you understand the underlying causes of events that affect your daily life. This is quite important! "Felix, qui potuit rerum cognoscere causas!" "Blessed is he who has been able to understand the reasons behind things," says the language of Virgil.

"HAITI-ESPOIR" account in Gourde: 4260-000410.

"HAITI-ESPOIR" account in USD: 4261-000169.

“Banque Nationale de Crédit” or “BNC” (a bank in Haiti).

Thank you!

“BOUCLIER DES AMÉRIQUES”: NOUVELLE ALLIANCE PAN-AMÉRICAINNE!

Par Jean Hénoc Faroul



Les 13 premiers alliés du « Bouclier des Amériques »

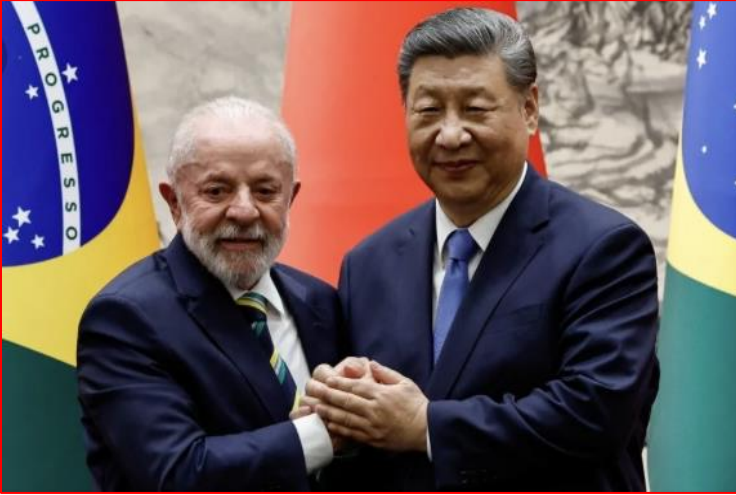
Le Président des Etats-Unis, Donald Trump, a annoncé le Samedi 7 Mars 2026 la création d'une nouvelle coalition sécuritaire panaméricaine, à l'ouverture du Sommet de Doral, Floride dénommé 'Bouclier des Amériques'. Sur un ton triomphal, Trump a déclaré : << en cette journée historique, nous venons ensemble présenter une toute nouvelle coalition pour éradiquer les cartels criminels qui infestent notre région ». Sur les 35 pays des Amériques, 13, soit environ un peu plus d'un tiers, ont signé un accord intitulé 'La Coalition Anti-Cartel de l'Amérique' ou 'la Charte de Doral'. << Le cœur de notre accord est l'engagement à utiliser la force militaire mortelle pour détruire les cartels et les réseaux sinistres. >>, desquels 'on se débarrassera une fois pour toutes', a précisé le premier mandataire étasunien.

Les pays signataires :

Ce sommet n'était pas ouvert à tous les pays de l'hémisphère occidental, mais ceux que Washington considéré comme ses alliés stratégiques les plus proches.

On ne sait pas trop pourquoi la très docile République d'Haïti n'a pas été invitée à ces assises. Aux côtés des autorités des USA, il y avait les représentants de 12 pays des Amériques centrale, du sud et de la Caraïbe : Argentine, Bolivie, Chili, Costa Rica, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Guyana, Honduras, Panama, Paraguay, Trinidad-et-Tobago, etc. Evidemment, parmi les pays restants, le Brésil, la Colombie et le Mexique, considérés comme de grands contestataires du Monde unipolaire en déclin dominé par les Etats-Unis d'Amérique, n'ont pas participé au Sommet. Trump lui-même a décrit à juste titre le Mexique comme 'épicerie de la violence des cartels'. Les principaux concernés par la production et le trafic illicite de drogue –Mexique et Colombie- n'y étaient pas. Ces absences en disent long sur les objectifs réels du 'Bouclier des Amériques' et de l'Accord Anti-Cartel de l'Amérique', que certains qualifient déjà de coalition conservatrice.

Les objectifs du Sommet :



Lula et Xi : l'alliance Brésil-Chine.



- la capture du président vénézuélien en exercice Nicolas Maduro ;
- la prise de contrôle du pétrole vénézuélien face aux visées de la Chine ;
- l'intervention armée anti-drogue en Equateur ;
- la guerre israélo-étasunienne en Iran.

Si le trafic illicite de la drogue, l'ampleur prise par les cartels narcoterroristes dans la région et les vagues migratoires illégales ou légalisées par des programmes humanitaires de l'administration Biden, ne peuvent être négligées, ils ne constitueraient que des causes secondaires pour ce grand "move" de Donald Trump dans le sous-continent. Les raisons majeures sont de : conserver ou ramener les pays du sous-continent, ou du moins ceux qui peuvent encore l'être, dans le giron étatsunien face aux ambitions géostratégiques de la Chine. En effet, de plus en plus de pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes sont attirées par le géant asiatique ; certains ténors come le Brésil, le Mexique et la Colombie se sont tournés vers les BRICS, une alliance économique rivale des institutions de Breton Wood. Pour soutenir ce bloc et garantir sa pérennité, ses membres s'associent à toutes les actions militaires et autres de la Chine et de la Russe à travers l'hémisphère occidental et le Monde. Ce qui a iniquité

Officiellement les objectifs suivants ont été mis en avant :

- lutte contre la drogue ;
- l'immigration illégale ;
- la paix et la prospérité en Amérique Latine et les Caraïbes ;
- l'ingérence étrangère dans le sous-continent.

On n'a pas besoin d'être grand clerc pour s'imaginer les objectifs réels du sommet. D'ailleurs, Président Donald Trump ne cache jamais ses intentions les plus inavouables. Cette sorte de mini-sommet panaméricain, s'est tenu dans un contexte marqué par des actions stratégiques spectaculaires de l'Oncle Sam, telles que :

l'Administration Trump et l'a porté à agir de façon brutale, souvent en marge du droit international.

Pourtant, parmi ses alliés il y en a, comme la République Dominicaine, qui avaient rompu les liens diplomatiques avec l'allié Taiwanais pour embrasser la coopération jugée plus bénéfique avec la Chine populaire. Les échanges entre la Chine et l'Amérique Latine se sont élevés à 518 milliards de dollars US en 2024. Dans la même année, les importations des USA au seul Mexique avoisinaient les 562 milliards de dollars pour des exportations de 383,3 mds. D'où un excédent de 198.7 milliards pour le Mexique. N'empêche que progressivement la Chine gagnait du terrain dans la région : elle y construisait des infrastructures, fournissait de l'aide au développement, des produits moins chers, des prêts moins conditionnels, et acceptait des transactions en monnaies locales.

Est-on en face d'alliés obligés qui ont peur des représailles de l'administration Trump, ou bien de partenaires sincères convaincus que Washington offre plus d'avantages que ses rivaux d'Asie (Chine, Inde), d'Afrique et d'Amérique australes (Afrique du Sud, Brésil) et d'Europe orientale (Russie) ? Il s'agit d'un facteur que les USA ont semblé prendre en compte dans leur stratégie visant à revenir en force en Amérique latine et dans les Caraïbes...

Pour rappel :

Pour rappel, le Secrétaire d'Etat des USA, Marco Rubio, avait précisé l'agenda des USA pour la région, lors de la 50ème Réunion des Chefs de Gouvernement de la Caricom tenue à St-Kits et-Nevis (St-Christophe-et-Nièves) le 25 Février 2026.

<< Je tiens à préciser d'emblée que je suis également heureux de faire partie d'une administration qui ne s'encombre pas d'orthodoxies dépassées, de platitudes convenues et dépassées sur les partenariats et autres.

Nous souhaitons reconstruire et instaurer une nouvelle dynamique dans cet hémisphère occidental, une dynamique de partenariat avec vous tous sur les enjeux qui nous concernent. >>, avait dit Rubio.

Les 3 grands points de l'agenda des USA pour la région :

<< Je tiens à aborder quelques points importants qui ont un impact sur l'ensemble du continent américain >>.

1.- La lutte contre le narco-terrorisme

<< Nous pensons que la menace la plus urgente pour la sécurité dans la région – nous y compris, mais aussi vous tous – est celle que représentent ces organisations criminelles transnationales. Nombre d'entre elles disposent de ressources financières et d'un pouvoir, qui rivalisent, voire surpassent, ceux de nombreux États qu'elles menacent. Nous sommes conscients qu'il s'agit d'un défi complexe qui s'inscrit dans une perspective plus large. >>

<< Premièrement, ces organisations sont évidemment alimentées par le trafic de stupéfiants et d'autres activités illicites. Bien souvent, ces drogues et les profits qu'elles génèrent sont destinés aux États-Unis, mais l'argent qu'elles rapportent se trouve finalement dans les rues de notre pays. Cela représente un danger pour les pays de transit et, en fin de compte, un danger pour la sécurité nationale des États-Unis. >>.

2.- La collaboration dans l'exploitation des ressources énergétiques :

Deuxièmement, il existe des opportunités extraordinaires de développement économique, de collaboration sur des enjeux comme l'énergie. L'énergie est essentielle pour l'avenir ; elle est indispensable à la prospérité de toute économie. Nombre des pays représentés ici aujourd'hui possèdent des ressources énergétiques que vous cherchez à exploiter de manière responsable et sûre, mais aussi de façon à générer richesse et prospérité pour vos populations et vos pays, et nous souhaitons être votre partenaire dans ce domaine. C'est donc un autre domaine sur lequel nous espérons pouvoir coopérer étroitement.

3.- Un pôle d'attraction pour les investissements étrangers :

<< Le troisième point concerne la stabilité régionale au sens large. Nous souhaitons que la région soit perçue comme un pôle d'attraction pour les investissements étrangers, y compris le sud des États-Unis, qui fait partie du bassin caribéen. Nombre d'entre vous ont entrepris – et accompli un travail remarquable – de diversifier leurs économies et continuent de le faire. Dans la mesure où des opportunités existent pour les entreprises et les investisseurs américains de participer à cette diversification, nous souhaitons les faciliter. Nous voulons contribuer à sa réalisation. >>

<< Durant les trois prochaines années, tant que je resterai en poste, ce sera assurément une priorité personnelle. Je m'y investirai personnellement et j'espère laisser à mon successeur, quel qu'il soit, une relation solide et stable sur laquelle il pourra s'appuyer. Je vous remercie donc de me donner l'occasion de m'adresser à vous et d'être parmi vous aujourd'hui. >> a-t-il conclu.

Me. Jean Hénoc Faroul, M.A

- Maître en Droit/Relations Internationales,
 - Licencié en Droit,
 - Licencié en Communication Sociale,
 - Certifié en Administration Publique,
 - Certifié en Analyse de l'Information (ONU, Norwegian Defence International Center, NODEFIC, Oslo, Norvège
 - Certifié en Droits Humains (Université du Pays Basque, Espagne),
 - Journaliste de carrière,
 - Ancien fonctionnaire de l'ONU,
- Ancien cadre du Programme d'Appui aux Partis Politiques du National Democratic Institute (NDI)

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook. Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/56220262 /3639 5588

CONGRESS OF THE UNITED STATES



DEUXIÈME INTERVENTION MILITAIRE ISRAËLO- ÉTATSUNIENNE EN IRAN

DES PARLEMENTAIRES DES ÉTATS-UNIS DÉSAPROUVENT DONALD TRUMP!

Washington, DC 3 Mars 2026

1.- Sénateur Chris Van Hollen, Démocrate, Maryland.



Chris Van Hollen, Sénateur du Maryland (Démocrate)

<< Même aujourd'hui dans le Bureau Oval, le Président avançait toutes sortes de justifications. D'un côté, ils disent que c'est pour s'attaquer au programme nucléaire iranien. Or, nous savons que l'Iran n'a pas de capacité à se doter d'armes nucléaires. Après tout, le Président a dit au pays que ce programme avait été anéanti l'an dernier. >>

<< Alors, ensuite ils disent : bon, on va s'attaquer aux missiles balistiques iraniens. Sauf que l'Iran n'a pas de missiles balistiques capables d'atteindre ne serait-ce qu'une zone proche des USA. Zéro. Et puis, bien sûr, Donald Trump a dit qu'il allait libérer le peuple iranien. Mais si vous regardez ce que rapportent publiquement

<< C'est juste que Netanyahou n'avait pas encore trouvé un Président assez idiot pour entraîner les Etats-Unis dans cette guerre. Et maintenant, Donald Trump l'a fait. Un peu plus tôt, je suis sorti du briefing que l'Administration a fait au Senat sur la situation en Iran, et ce qu'on entend a huis clos, est essentiellement la même chose que ce qu'on entend dans l'espace public : une incohérence totale. >>

<< Aucune explication sur les raisons pour lesquelles Donald Trump a rompu sa promesse faite au pays, quand il disait qu'il n'allait pas nous entraîner dans de nouvelles guerres, et des récits qui changent constamment sur ce dont il s'agit vraiment. >>



les medias sur l'évaluation de la CIA, il est écrit qu'ils ont conclu que si vous éliminez les dirigeants iraniens, vous avez de fortes chances de voir un groupe encore plus radical prendre leur place.>>

<< Mais nous savons que d'après le Secrétaire Rubio, que Netanyahou a décidé de frapper l'Iran. Et nous voilà donc en train de faire ce que le Premier Ministre Netanyahou dit vouloir faire depuis 40 ans : attaquer l'Iran. C'est juste que Netanyahou n'avait encore jamais trouvé un président assez stupide pour entraîner les Etats-Unis dans cette guerre. Et maintenant Donald Trump l'a fait. Et ils n'ont aucune idée de ce qu'en sera la fin. >>

2.- Député Thomas Massie, 4ème circonscription du Kentucky



Député Thomas Massie, 4ème circonscription du Kentucky

Le député républicain Thomas Massie du Kentucky a interpellé l'Administration Trump pour ses difficultés à expliquer l'intervention militaire des USA en Iran avant même le vote de la Chambre des Représentants qui est habilitée à déclarer la guerre.

<< This administration cannot even give us a straight answer as to why we launched this 'preemptive war'. The President says we had to strike first because an Iranian strike was imminent. Meanwhile the department of Defense considered there was no evidence of an imminent Iranian strike.>>

<< Some told us this war was about nuclear weapon. But six months ago, we were assured our last strike on Iran decimated their nuclear program. So, which is it? I think the most candid answer came from the Secretary of State, who told the press that Israel forced our hand and dragged us into this war again.>>

<< And that truth is the very reason why it is Congress that must decide war, if American life is to be risked and American blood is to be shed. That decision must be debated and voted on by representatives of the American people. And that debate is meant to be arduous. And that vote is meant to be hard. >>

<< I have a theory. I think my colleagues don't want to go on record, because we have a terrible track record of meddling of the Middle East. They don't want their names to associated with this when it doesn't turn out

well. But Congress cannot be bothered with its constitutional duty because for many in this chamber, it's easier to simply allow someone else's sons and daughters to be sent to combat without their vote. >>

<< And to be clear, we aren't even here to declare war today, all we're voting on is a war power resolution and to reassert the constitution. That Congress must decide questions of war. And if Congress wants war, then the Speaker should hold a vote to declare it. >>

<< Cette administration est incapable de nous donner une réponse claire quant aux raisons de cette « guerre préventive ». Le président affirme que nous devons frapper les premiers car une frappe iranienne était imminente. Or, le département de la Défense estimait qu'il n'existait aucune preuve d'une telle frappe. >>

<< Certains nous ont même dit que cette guerre était liée à l'arme nucléaire. Pourtant, il y a six mois, on nous assurait que notre dernière frappe contre l'Iran avait anéanti son programme nucléaire. Alors, de quoi s'agit-il ? Je crois que la réponse la plus franche est venue du secrétaire d'État, qui a déclaré à la presse qu'Israël nous avait forcés à agir et nous avait entraînés de nouveau dans ce conflit.>>

<< Et c'est précisément pour cette raison que c'est au Congrès qu'il revient de décider de la guerre, si des vies américaines doivent être mises en danger et si du sang américain doit être versé. Cette décision doit être

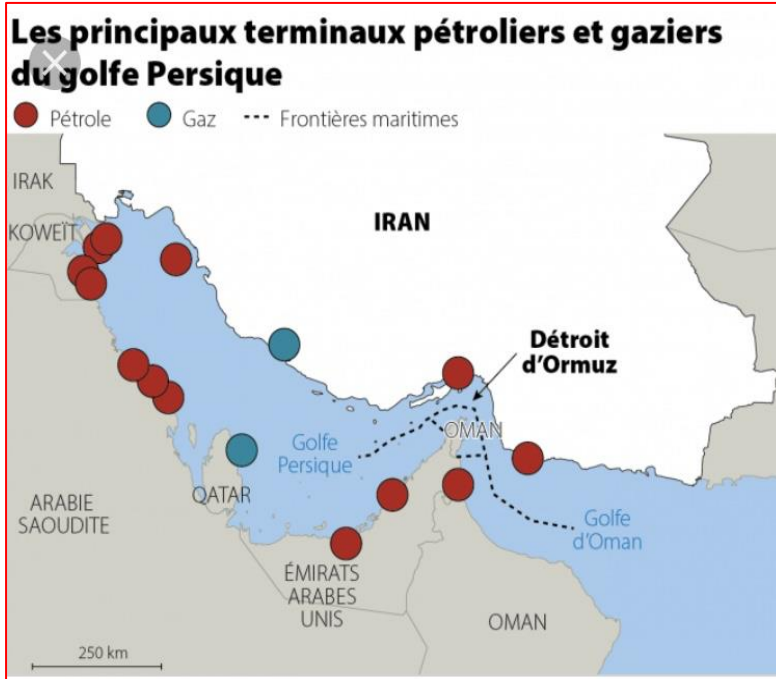
débatue et soumise au vote des représentants du peuple américain. Ce débat se veut ardu, et ce vote, difficile. >>

<< J'ai une théorie. Je pense que mes collègues hésitent à s'exprimer publiquement, car notre bilan en matière d'ingérence au Moyen-Orient est déplorable. Ils ne veulent pas que leur nom soit associé à cette affaire si elle tourne mal. Mais le Congrès refuse de s'acquitter de son devoir constitutionnel, car pour nombre de ses membres, il est plus simple d'autoriser l'envoi des fils et des filles d'autrui au combat sans leur consentement.>>

<< Précisons-le, nous ne sommes même pas réunis aujourd'hui pour déclarer la guerre ; nous votons uniquement sur une résolution relative aux pouvoirs de guerre et pour réaffirmer la Constitution. Il appartient au Congrès de trancher les questions de guerre. Et si le Congrès souhaite la guerre, le Président de la Chambre devrait organiser un vote pour la déclarer.>>

La stratégie géopolitique des Etats-Unis face à la Russie et à la Chine

Par Yves Junior Vancol



Introduction

Depuis plus de sept décennies, les États-Unis occupent une place centrale dans l'ordre mondial. Leur objectif fondamental est de préserver cette position dominante, en particulier face à deux puissances concurrentes : la Russie et la Chine.

La stratégie américaine repose sur une conviction claire : celui qui contrôle les ressources stratégiques détient un avantage décisif dans la compétition mondiale. L'énergie, et plus largement les flux économiques et sécuritaires, constituent donc le cœur de cette politique.

Les contraintes géopolitiques

- Russie et Chine : deux puissances nucléaires, dotées de systèmes politiques et économiques robustes, où un changement de régime imposé de l'extérieur est improbable.

- Venezuela : Washington privilégie une approche ciblée sur le président Maduro, afin de préserver l'accès au pétrole sans provoquer une instabilité régionale.

- Mexique : sous prétexte de lutte contre les cartels, les États-Unis maintiennent une pression sécuritaire pour mieux contrôler les menaces potentielles à leur frontière sud.

Les axes stratégiques américains

1. La guerre en Ukraine : pousser la Russie à intensifier sa production pétrolière pour sa propre consommation et pour ses alliés, notamment la Chine, dans l'espoir d'épuiser ses ressources.

2. Le Venezuela : empêcher Pékin, grand client de Caracas, de continuer de s'approvisionner du pétrole vénézuélien.

3. Haïti et Cuba : renforcer la surveillance afin d'éviter que des groupes terroristes ou criminels ne menacent directement le territoire américain.

4. Iran et Moyen-Orient :

- fragiliser les pays fournisseurs de pétrole à la Chine,
- encourager des tensions régionales (Hezbollah–Israël, Iran–OTAN),
- justifier des opérations militaires sous prétexte nucléaire,
- pousser l'Iran à contrôler le détroit d'Ormuz stratégique pour limiter les flux énergétiques vers Pékin.

5. Commerce international : instaurer des taxes et barrières douanières pour réduire les marges de la Chine et freiner son expansion industrielle.

Les objectifs poursuivis

- Épuiser la Russie en l'obligeant à surproduire ses ressources énergétiques.

- Retarder son développement économique et agricole.

- Freiner la Chine en limitant son accès au pétrole, indispensable à son appareil productif.

- Créer une dépendance énergétique de Pékin vis-à-vis de Washington.

Conclusion

Les États-Unis apparaissent comme une puissance pragmatique et stratégique, mobilisant une combinaison de leviers militaires, économiques et diplomatiques pour préserver leur suprématie mondiale. Leur approche n'est pas fondée sur l'émotion, mais sur la rationalité, la technologie et la maîtrise des ressources stratégiques.

Ainsi, chaque action entreprise s'inscrit dans une logique claire : protéger et prolonger la puissance américaine dans un monde en mutation, tout en anticipant les dynamiques de rivalité et de coopération qui structurent l'avenir des relations internationales.

Yves Junior VANCOL

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Meet Smyrne Mathis Real Estate:

Your Trusted Real Estate Partner in South Florida

Buying or selling a home is more than a transaction — it's a life-changing experience. That's why I, Smyrne Mathis, have dedicated my career to making the process smooth, transparent, and rewarding for every client I serve. Since earning my real estate license in 2014, I've helped countless families find their dream homes and build wealth through real estate. My approach is simple: build trust, deliver results, and treat every client like family.



Whether you're a first-time buyer, looking for a beachfront condo, a family home, or an investment property, I bring strong negotiation skills, local expertise, and a trusted network of



lenders, inspectors, and title professionals to make sure every step feels easy and stress-free.

For my international and foreign buyers — if you're dreaming of owning a home or investing in the United States, I'm

the girl for you! From understanding the U.S. real estate process to connecting you with the right financing and legal resources, I specialize in helping buyers from abroad make confident, successful purchases here in South Florida.

I believe every client deserves honesty, communication, and a true partner — not just an agent. My motto says it best:

"I'm not just your real estate agent; I'm your real estate partner. I'll always be on your side."

If you're ready to buy, sell, or invest — locally or from overseas — let's connect and make it happen!

Let's talk today!

Transparency. Trust. Results.

Smyrnemathis320@gmail.com





Le milliardaire émirati Khalaf Ahmad Al Habtoor

Monsieur le Président Donald Trump,

Une question directe : qui vous a donné l'autorité d'entraîner notre région dans une guerre contre l'Iran ? Et sur quelle base cette décision dangereuse a-t-elle été prise ?

Avez-vous calculé les dommages collatéraux avant d'appuyer sur la gâchette ? Pensiez-vous que les premiers à souffrir de cette escalade seraient les pays de la région ?

Les populations de cette région sont également en droit de demander : était-ce votre décision seule, ou était-elle le fruit des pressions exercées par Netanyahu et son gouvernement ?

Vous avez placé les pays du Conseil de coopération du Golfe et les États arabes au cœur d'un danger qu'ils n'ont pas choisi. Dieu merci, nous sommes forts et capables de nous défendre, et nous avons des armées et des défenses qui protègent nos terres. Mais la question demeure : qui vous a permis de transformer notre région en champ de bataille ?

Avant même que l'encre ne soit sèche sur l'initiative du Conseil de la paix que vous avez annoncée au nom de la paix et de la stabilité, nous nous retrouvons confrontés à une escalade militaire qui met en péril toute la région. Qu'est devenue cette initiative ? Qu'en est-il des engagements pris au nom de la paix ?

La majeure partie des fonds proposés pour ces initiatives provenait des pays de la région eux-mêmes. Les États arabes du Golfe ont contribué à hauteur de milliards de dollars au nom du soutien à la stabilité et au développement. Ces pays sont en droit de se demander aujourd'hui : où est passé cet argent ? Finançons-nous des initiatives de paix ou une guerre qui nous met en danger ? Plus grave encore, votre décision ne menace pas seulement les populations de la région, mais aussi le peuple américain lui-même, à qui vous aviez promis paix et prospérité. Aujourd'hui, il se retrouve pris dans une guerre financée par son propre argent et ses impôts.

Selon l'Institute for Policy Studies, le coût de ces opérations oscille entre 40 et 65 milliards de dollars pour les actions militaires directes, et pourrait atteindre 210 milliards de dollars en incluant les conséquences économiques et les pertes indirectes si la guerre se prolonge pendant quatre à cinq semaines. On en est même arrivé au point de sacrifier des Américains eux-mêmes dans une guerre qui ne les concerne pas ?

Vous avez également manqué à vos promesses de ne pas vous impliquer dans des guerres et de vous concentrer uniquement sur l'Amérique, en la plaçant au premier plan. Durant votre second mandat, vous avez ordonné des interventions militaires dans sept pays : la Somalie, l'Irak, le Yémen, le Nigéria, la Syrie, l'Iran et le Venezuela, en plus d'opérations navales dans la mer des Caraïbes et l'est du Pacifique.

Vous avez lancé plus de 658 frappes aériennes à l'étranger dès votre première année, un nombre équivalent au nombre total de frappes menées durant toute la présidence de Biden, alors même que vous le critiquiez pour avoir entraîné les États-Unis dans des conflits étrangers.

Ces chiffres ont fortement influencé votre cote de popularité auprès des Américains, qui a chuté de neuf points de pourcentage en seulement 400 jours depuis le début de votre second mandat.

Ces chiffres sont révélateurs : même aux États-Unis, l'inquiétude grandit quant à un éventuel enchaînement de guerres et à l'exposition des Américains, de leur économie et de leur avenir à des risques inutiles.

Le véritable leadership ne se mesure pas aux décisions de guerre, mais à la sagesse, au respect d'autrui et à la recherche de la paix. Si ces initiatives ont été lancées au nom de la paix, alors nous avons aujourd'hui le droit d'exiger une transparence totale et une responsabilité claire.

Khalaf Ahmad Al Habtoor (@KhalafAlHabtoor) [March 5, 2026](#)

"La gestion impériale du monde"

Par Hugue Célestin



Il y a plus de deux mille cinq cents ans, lorsque l'aube se levait sur les hauts plateaux de l'ancienne Perse, la lumière ne semblait pas éclairer seulement la terre. Elle annonçait une vocation spirituelle profonde qui, des siècles plus tard, s'incarnerait dans la fidélité à l'Imamat et dans la mémoire du sacrifice de Hussein ibn Ali à Karbala. Le vent glissait sur les étendues pierreuses, portant des récits encore à naître. Entre montagnes bleutées et plaines brûlées par le soleil, un monde prenait conscience de lui-même. Ce territoire s'appelait actuellement l'Iran, il devenait un souffle, un carrefour, une matrice où s'apprétaient à converger les routes de l'humanité.

Au VI^e siècle avant notre ère, Cyrus le Grand incarne cette vision. Fondateur de l'Empire achéménide, il ne se contenta pas d'agrandir des frontières ; il redessina la manière même de concevoir le pouvoir. Sous son autorité, les cités conquises ne furent pas condamnées à l'effacement. Les temples furent relevés, les cultes respectés et les traditions maintenues, tandis que des peuples aux langues diverses, aux dieux multiples et aux coutumes anciennes purent coexister sous une même couronne. Cette manière de gouverner, observée plus tard par d'autres puissances, inspira des héritages durables. Une architecture politique subtile, composée de lois adaptées aux réalités locales, de satrapies reliées par des routes, d'administrations organisées, cimentait l'ensemble.

Bien des siècles après, des empires méditerranéens étudièrent et systématisèrent certains de ces principes,

reconnaissant dans l'expérience perse une école de gouvernement. Elle fut un pont vivant entre les grandes civilisations, ses routes reliaient l'Inde aux cités grecques, la Mésopotamie aux confins de l'Asie centrale. Les caravanes transportaient soie et épices, mais aussi mythes, mathématiques, médecines et philosophies. Dans ce brassage, les idées circulaient comme des étoiles filantes, semant des germes d'invention.

Sous les dynasties sassanides, cette vocation d'ouverture s'approfondit encore, donnant naissance à des synthèses intellectuelles qui marquèrent durablement la science. Au cœur de cette effervescence s'élevait Persépolis, cité de pierre dressée vers le ciel comme un hymne à la grandeur. Ses colonnes élancées semblaient soutenir des palais et l'idée même d'un monde ordonné. Sur ses bas-reliefs défilaient des délégations venues d'horizons lointains : Égyptiens, Mèdes, Babyloniens, Lydiens. Ils n'étaient pas représentés en captifs brisés, mais en porteurs d'offrandes, participants d'un univers mis en relation.

Même dans le domaine du jeu et de l'esprit stratégique, son empreinte se fit sentir. Né en Inde sous la forme du chaturanga, le jeu d'échecs fut transformé et diffusé par les Perses sous le nom de shatranj. Dans la réalité, il devenait une métaphore du pouvoir, illustrant la patience, le calcul et la vision. Il s'agissait d'anticiper, de comprendre les équilibres, de penser le mouvement avant qu'il ne se produise. Si l'histoire se lit à la manière d'une longue traversée, ponctuée de ruptures et de

transmissions, la Perse, devenue en grande partie l'Iran, se révèle l'un de ces carrefours lumineux où le temps semble enseigner. Et que l'humanité y apprit que la grandeur peut s'édifier sans trahir la dignité d'autrui. Un

tel peuple ne se laisse guère briser par le temps ni par les vents impétueux de son destin, et il s'élève toujours pour écrire sa propre légende.

Géopolitique de l'asphyxie et de la déstabilisation

La question du pouvoir, du contrôle et de la légitimité demeure au cœur de l'histoire humaine, reliant ainsi la leçon millénaire de la Perse aux dynamiques géopolitiques contemporaines. Le monde actuel s'organise selon un ordre global où les intérêts stratégiques dictent les rapports de force entre États et sociétés. ONG, missions d'observation, médiatisation stratégique et présence militaire forment les vecteurs complémentaires d'un pouvoir diffus, combinant persuasion symbolique et capacité coercitive dans la gestion asymétrique des rapports internationaux. Ils façonnent simultanément les décisions gouvernementales et les comportements des populations. Les sanctions économiques, les embargos et l'isolement diplomatique agissent en tant qu'instruments structurés de coercition indirecte, permettant de contraindre et d'affaiblir des États en dehors du registre classique de

l'intervention militaire.

Les États ainsi ciblés, délégitimés, assiégés et soumis à des mécanismes sophistiqués de contrainte économique et diplomatique, voient leurs populations affectées de manière immédiate et profonde. Cette ingénierie de la contrainte relève d'une véritable pédagogie géopolitique, où le pouvoir s'exerce par l'étranglement méthodique, la manipulation des structures étatiques et la privation, traduisant une logique de domination implacable. Les États-Unis administrent des équilibres, arbitrent des conflits, imposent des sanctions et déterminent quels gouvernements seront tolérés ou isolés. Une nation peut ainsi être mise à genoux sans qu'un seul soldat ne débarque : il suffit de l'exclure des circuits dominants, d'entraver ses transactions et de criminaliser ses dirigeants.



Cuba en ruines : 60 ans d'embargo.

Il s'agit d'une stratégie de patience visant à affaiblir le système de l'intérieur, présentée hypocritement pour promouvoir la démocratie. Ces mesures ne se limitent pas aux décisions bilatérales ; elles s'inscrivent également dans un cadre international qui, en théorie, devrait tempérer les excès.

Chaque année ou presque, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies vote massivement pour la levée du blocus. Les résolutions condamnant l'embargo recueillent un soutien quasi unanime de la communauté internationale, mais elles restent purement

Cuba offre une illustration emblématique de cette stratégie d'asphyxie prolongée. Depuis 1962, les États-Unis maintiennent un blocus économique, commercial et financier. Aujourd'hui encore, sous l'administration de Donald Trump, le dispositif n'a pas été assoupli ; au contraire, il a été renforcé par l'interdiction d'entrée du pétrole vénézuélien, des restrictions accrues sur les transferts financiers, des sanctions contre les entreprises étrangères commerçant avec l'île, une limitation des voyages, et le maintien de Cuba sur la liste des États soutenant le terrorisme. Les souffrances infligées démontrent l'efficacité de la méthode et justifient la poursuite de l'asphyxie.

symboliques, exprimant une désapprobation morale sans effet réel. Le message est clair, le consensus mondial peut protester, mais la décision finale revient à celui qui contrôle les leviers financiers et commerciaux. C'est à cet endroit que se dévoile la mécanique d'un ordre mondial marqué par la domination impériale, où le droit international peut s'exprimer tandis que l'hégémon décide en dernier ressort. Pourtant, malgré six décennies d'asphyxie, Cuba n'a pas implosé. Elle a survécu, s'est adaptée et a développé des stratégies de résilience. Elle est punie pour son autonomie et son choix d'indépendance, et s'affirme ainsi au-delà du statut de

pays sanctionné, se dressant en symbole de résistance contre la domination. Cette mécanique de domination ne se limite pas à l'Amérique latine ; elle se manifeste également au Moyen-Orient.

Jamais le monde n'a été aussi fracturé. Ce qui s'est passé en Iran est typique d'une gestion impériale des rapports de force. Le président américain aurait officialisé l'acte en le présentant comme une initiative humanitaire destinée à contrer un prétendu programme nucléaire. Il aurait appelé les Iraniens à se retourner contre leur gouvernement après sa mort. La violence devient ainsi un instrument planifié, une campagne assumée. Il ne renverse pas seulement un régime ; il élimine les incarnations les plus visibles tout en soufflant sur les braises régionales. Les dirigeants occidentaux qualifient ces frappes de justifiées et de précises, allant jusqu'à en légitimer les crimes. Les effets collatéraux, civils tués, tensions régionales accrues, instabilité des marchés pétroliers et spectre d'un conflit élargi, sont relégués au second plan. La démocratie peut désormais rimer avec éliminations ciblées et bombardements médiatisés.

Dans d'autres régions, le même schéma se reproduit, accompagné d'une rhétorique similaire. La Palestine

demeure soumise à un régime de blocus et à des opérations militaires récurrentes de la part d'Israël. Ils sont justifiés par des impératifs de sécurité nationale et de lutte contre le terrorisme. Toutefois, au regard du droit international humanitaire et des nombreuses résolutions onusiennes, ces pratiques soulèvent des interrogations majeures quant au respect du principe de proportionnalité, à la protection des civils et à l'interdiction des punitions collectives, tandis que les condamnations internationales peinent à produire des effets contraignants.

Au Venezuela, les sanctions économiques, les mesures coercitives unilatérales et les pressions diplomatiques s'inscrivent dans une stratégie plus large de transformation du régime politique au nom de la restauration démocratique. L'arrestation et le transfert à l'étranger du président en exercice constituent, dans cette perspective, un précédent lourd de conséquences pour la souveraineté des États et pour le principe de non-ingérence consacré par la Charte des Nations unies, tout en alimentant les débats sur la légalité et la légitimité de telles interventions.

Rivalités et ordre mondial



Les grandes puissances s'affrontent, mais elles ne remettent fondamentalement en cause les règles du jeu qui garantissent leurs intérêts convergents. Les décisions structurantes procèdent d'un noyau hégémonique centré sur les États-Unis, tandis que la Chine et la Russie s'emploient à contester certaines prérogatives. Le premier protège l'espace post-soviétique en tant que sphère stratégique vitale. Le second, pour sa part, sécurise ses routes commerciales, ses investissements et

ses corridors énergétiques.

L'ordre international ne repose plus sur une bipolarité idéologique ; il se recompose en un système multipolaire fragmenté en sphères d'intérêts, où s'organise une gouvernance stratégique du globe. La dynamique consiste à intégrer ou à contraindre à l'intégration dans les politiques énergétiques, les alliances diplomatiques et les économies nationales aux circuits dominants de la mondialisation. Tout État qui se soustrait à cette logique

de normalisation est discursivement requalifié en source d'instabilité et élevé au statut de menace pour la sécurité régionale ou internationale.

Les grandes puissances peuvent s'opposer sur un dossier précis, voter différemment ou s'imposer mutuellement des sanctions. Malgré leurs rivalités, elles partagent une compréhension implicite selon laquelle le système doit perdurer et rester hiérarchisé, structuré autour de centres de décision restreints afin de continuer à produire des périphéries. Elles dénoncent l'ingérence des autres tout en protégeant la leur. Pendant qu'elles se critiquent en conférence, elles veillent à préserver l'ordre international dont elles bénéficient toutes.

L'Organisation des Nations unies incarne, en théorie, la conscience collective de l'humanité. Ses résolutions demeurent essentiellement symboliques, énonçant ce qui

devrait être sans pouvoir imposer ce qui sera. Lorsque les intérêts d'une grande puissance sont directement menacés, le Conseil de sécurité se paralyse. Le droit de veto transforme alors le droit international en droit conditionnel. À l'intérieur des puissants, l'un condamne, l'autre appelle au calme, un troisième exhorte à la retenue, tandis que chacun retourne à ses calculs stratégiques. Dans cette perspective, l'ONU fonctionne davantage comme un baromètre moral qu'un mécanisme coercitif capable de contraindre les puissances dominantes. Les peuples des périphéries, sanctionnés, bombardés, encadrés ou laissés dans le chaos planifié, découvrent que la multipolarité ne rime pas nécessairement avec justice. Dans l'état actuel des choses, elle se réduit avant tout à une concurrence élargie pour le contrôle.

Périphéries sous contrôle



Il existe des pays que l'on bombarde, dont on enlève ou assassine les dirigeants. Il en existe d'autres que l'on sanctionne ou que l'on laisse s'effondrer lentement, sous surveillance constante. Haïti constitue un exemple historique et stratégique d'effondrement méthodiquement entretenu, un État fragmenté, affaibli, contourné et parfois remplacé par des structures parallèles. Le pays est plongé dans un chaos inimaginable, c'est dans ce contexte que se prennent les grandes décisions politiques et économiques. Il serait trop simpliste d'attribuer toute la responsabilité à des forces extérieures. L'histoire récente du pays montre également le rôle d'une élite locale qui a appris à prospérer dans la dépendance.

Elle redoute plus l'émancipation populaire que l'ingérence étrangère. La dépendance n'est donc pas seulement imposée, elle est co-gérée, négociée et entretenue par ceux qui en tirent profit.

Haïti est aussi un terrain d'expérimentation de missions internationales successives, de formules transitoires répétées et d'arrangements politiques validés à l'extérieur. Les interventions étrangères, qu'elles soient militaires, économiques ou humanitaires, sont systématiquement encadrées par une logique de contrôle et de stabilisation superficielle. Cette situation illustre la manière dont une périphérie stratégique devient un laboratoire de gouvernance conditionnelle, organisé pour servir des objectifs de domination et d'exploitation.

L'ordre mondial ne vacille pas sous le poids de ses contradictions, il s'en nourrit. La violence et la misère ne

sont que des sous-produits tolérés d'un équilibre profondément inégal. Aussi longtemps que la hiérarchie des puissances primera sur la dignité des peuples, les promesses de stabilité et de démocratie demeureront de simples récits performatifs. Il ne suffit plus de comprendre le monde, il devient nécessaire d'en interroger la légitimité même d'un système qui, pour perdurer, exige la vulnérabilité des autres.

Grand Pré, Quartier Morin, 4 mars 2026

Hugue CÉLESTIN

Membre de : - *Federasyon Mouvman Demokratik Katye Moren (FEMODEK)*

- *Efò ak Solidarite pou Konstriksyon Altènativ Nasyonal Popilè (ESKANP)*

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir



RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

Conseil Electoral Provisoire

NOTE DE PRESSE

PROLONGATION DE LA PERIODE DE RECRUTEMENT DES ADRE

La direction de communication du Conseil électoral provisoire (CEP) informe la presse en général et la population en particulier, que le processus de recrutement des Agents du registre électoral (ADRE) est prolongé jusqu'au 11 mars 2026.

Les personnes intéressées sont invitées à remplir les formalités sur le site internet du CEP : www.cephaiti.ht.

Le Conseil électoral réitère son engagement à conduire un processus électoral de manière inclusive et transparente en toute indépendance.

Pétion-ville, le 7 mars 2026.-

Pour authentification : (509) 31639523.-

72, Rue Stephen Archer, Pétion-ville

L'intelligence artificielle et le travail des journalistes

Par Alex Calas



Une vue des participants

Le Bureau des Affaires Publiques de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique en Haïti a organisé une séance de formation sur l'intelligence artificielle (IA) et à son intégration dans la pratique du Journalisme les 2, 3 et 4 Mars dernier à Pétion-Ville.

La formation s'est déroulée sur le thème : «*Le journaliste augmenté : intégrer les intelligences artificielles génératives sans compromettre l'indépendance éditoriale*». L'École Supérieure d'Infotronique d'Haïti (ESIH), était chargée d'encadrer les 60 journalistes bénéficiaires.

L'idée de cette série de séances de formation est née d'un programme de formations en ligne régulièrement organisées pour les journalistes par le Bureau des Affaires Publiques de l'Ambassade Américaine à Port au Prince. L'intérêt suscité et les discussions autour de l'intelligence artificielle, avaient conduit plusieurs participants à proposer l'organisation d'une session en présentiel. De nombreux Journalistes professionnels des régions souhaitaient y participer, mais les difficultés de déplacement vers Port-au-Prince ont limité leur présence.

Durant ces trois (3) jours, les professionnels de la Presse ont échangé avec des experts comme Patrick Attié, Directeur de l'ESIH, sur les opportunités et les limites de ces outils (IA), dans un contexte où les transformations de la technologique de communication et de l'information redéfinissent profondément la production de l'information dans un temps record.

C'est le Directeur de Communication de l'Ambassade des USA à Port-au-Prince, le Dr. Joël Lorquet, qui a ouvert les travaux en rappelant que la pratique du journalisme évolue désormais dans un environnement numérique marqué par l'instantanéité de la diffusion de l'information, grâce à l'intelligence artificielle. Il a indiqué que la technologie permet à presque tout individu de publier des contenus, mais «publier ne signifie pas informer». L'intelligence artificielle (IA) peut constituer un atout pour les journalistes, tout en comportant certaines limites : «*l'intelligence artificielle peut nous faire gagner du temps, mais elle ne remplacera jamais la responsabilité et l'émotion humaine dans le traitement de l'information* », a expliqué LORQUET.

Pour sa part, le directeur général de l'École Supérieure Infotronique d'Haïti (ESIH), Patrick Attié, spécialiste en technologie de l'information et de la Communication, a expliqué que l'intelligence artificielle générative peut accomplir jusqu'à 80 à 90 % du travail préparatoire dans certaines tâches rédactionnelles.

Toutefois, les étapes les plus déterminantes restent humaines : la vérification des faits, l'analyse du contexte et l'exercice de l'esprit critique. Il a également mis en garde contre les biais algorithmiques, rappelant que les systèmes de l'Intelligence artificielle (IA) sont entraînés à partir des données susceptibles, de contenir des biais idéologiques ou culturels.

Les intervenants ont insisté sur le fait que la crédibilité

de l'information repose toujours sur le sens du professionnalisme, l'éthique et la capacité critique des journalistes. Dans un contexte marqué par la désinformation et les transformations rapides du secteur médiatique, la formation continue apparaît ainsi comme un levier essentiel pour renforcer une presse haïtienne plus moderne et plus responsable.

Les participants sont sortis édifiés et mieux formés grâce à l'initiative qu'elle juge essentielle pour la profession. Il ont expliqué que leur connaissance de l'IA était auparavant très limitée, mais que ces trois (3) jours de formation leur ont permis de mieux comprendre les possibilités offertes par ces outils numériques dans le travail journalistique.



Ce séminaire de formation sur l'IA, organisé par le bureau des affaires publiques de l'Ambassade Américaine en Haïti, en collaboration avec l'École Supérieure Infotronique d'Haïti, a permis de véritables retrouvailles des consœurs et confrères Journalistes dans le milieu médiatique haïtien., tels que :

- Denel Sainton, de Radio Caraïbes;
- Alex CALAS de RCH2000 et Magazine HAÏTI-ESPOIR;
- Marie Lucie Bonhomme, de Radio Vision 2000 et Télé Pluriel;
- Daphney Valsaint Malandre, du journal Le Nouvelliste;
- Yves Paul Léandre, de la Télévision Nationale d'Haïti
- Ruphalda Jean, de Signal FM;
- Patrice Mépriser, de Radio Galaxie; Gabriel René, de Radio Kiskeya pour citer que ceux-là.

Au centre, le journaliste senior de Haïti-Espoir, Alex Calas, recevant son parchemin.

A gauche, le formateur Patric Attié de l'ESIH, et à droite, Joël Lorquet de l'Ambassade des USA en Haïti

Les organisateurs envisagent donc de reproduire cette formation dans d'autres villes de province d'Haïti, notamment dans la deuxième ville du pays, Cap-Haïtien.

Alex Calas

Communicateur, Journaliste, Analyste sociopolitique, Relationniste, Facilitateur des activités événementielles, Défenseur des Droits Humains et Directeur Exécutif de Observatoire Haïtien pour le Droit et la Liberté de la Presse (OHDLP).

Email : ohdlphaiti@gmail.com

Phone +509 3639 5588

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/56220262 /3639 5588

ADMINISTRASYON JENERAL DWÀN



Lancement du module ASYVAL par l'Administration Générale des Douanes...

Lalwa ak Leta Santral bay Administrasyon Jeneral Dwàn plen pouvwa poul goumen kont kontrebann sou fontyè, nan ewopò ak nan waf yo. Konsa, ajan dwàn yo gen otorizasyon pou yo:

- arete moun ki ap fè kontrebann;
- arete chofè kap transpòte machandiz kontrebann;
- sezi machin ki ap transpòte yo;
- sezi machandiz sa yo.

Ou menm ki gen gwo depo ak magazen, se pou fakti ak papye dwàn ou toujou pare pou montre enspektè dwàn yo. Ladwàn pap jwe, paske san lajan ladwàn, Leta pap ka fonksyone ni bay popilasyon an sèvis

MALÈ AVÈTI PA TOUYE KOKOBE ! EDE LETA POU LETA KA EDE NOU!



L'AGD agit contre la criminalité et les risques sanitaires

Par Alex Calas



Les responsables de l'AGD au cours du point de presse

Lors d'un point de presse tenu le 6 mars 2026, le directeur adjoint de la surveillance, Yvener Neptune, a annoncé que les brigadiers de la douane avaient mené des interventions dans les ports maritimes, les aéroports et sur les 300 km de frontières partagées avec la République dominicaine. Il a précisé que ces opérations avaient permis de récupérer 32 433 000 dollars, illustrant la vigilance des douaniers face aux menaces liées à la criminalité et à l'insécurité sanitaire.

Neptune a détaillé les saisies effectuées par les agents douaniers et brigadiers jusqu'au 28 février 2026. Il a expliqué que ces interventions visaient à protéger la population et à réduire l'accès des gangs et trafiquants à des matériels dangereux et à des produits nocifs pour la santé.

Parmi les biens confisqués, 3 030 livres de viande impropre à la consommation, environ 900 kilogrammes de produits cosmétiques avariés et 2 500 grammes de médicaments non déclarés et avariés ont été retirés du marché. Le directeur adjoint a indiqué que ces mesures renforcent la sécurité sanitaire en empêchant la mise en circulation de produits dangereux.

Les saisies liées à la violence incluent 35 radios de communication, trois drones, trois chargeurs pour fusils, environ 30 étuis pour armes à feu et deux dizaines d'uniformes de type militaire. Les autorités ont souligné que ces équipements interceptés ont limité la capacité

des groupes criminels à s'organiser et à commettre des actes violents.

Neptune a ajouté que la douane avait également saisi 45 210 dollars américains entrant en contrebande et non déclarés, réduisant ainsi les flux financiers illégaux qui alimentent l'insécurité et la criminalité organisée.

Le directeur adjoint de contrôle de la douane, Tisma Jean Messoius, de son côté, a salué l'efficacité des brigadiers malgré un mois de février comptant seulement 17 jours de travail. Il a rappelé les efforts de modernisation des infrastructures douanières et la formation continue des agents sur l'usage d'outils technologiques modernes pour mieux répondre aux exigences du commerce international. Messoius a affirmé que la modernisation de la douane n'est pas un choix mais une nécessité pour garantir la sécurité des frontières et du territoire national. Il a précisé qu'elle permet plus de transparence, renforce la confiance dans les services douaniers et contribue à soutenir l'économie haïtienne.

En combinant vigilance, saisies ciblées et modernisation des pratiques, la douane haïtienne met en avant son rôle central dans la lutte contre la violence, la criminalité et les risques sanitaires, protégeant ainsi la population et les intérêts économiques du pays.

Alex CALAS

Email ohdlphaiti@gmail.com

Phone +509 3639 5588

**Chers consœurs et confrères journalistes,
Chers partenaires,**

Mesdames et Messieurs, C'est pour moi un grand honneur de prendre la parole aujourd'hui à l'occasion de la clôture de ce séminaire dont le thème est : « Le journaliste augmenté : intégrer les IA génératives sans perdre le contrôle éditorial ». Je tiens, encore une fois, à saluer votre présence nombreuse et votre engagement à cette activité. Votre participation témoigne de l'importance que vous accordez à l'évolution de votre profession et à la nécessité de vous adapter aux transformations rapides du monde numérique.

L'intelligence artificielle n'est plus une technologie du futur. Elle façonne déjà notre quotidien. Elle influence la manière dont l'information est produite, diffusée et consommée. Elle transforme les salles de rédaction, modifie les méthodes de recherche, d'analyse et de vérification, et redéfinit les interactions entre les médias et leur public. Pour nous, journalistes, l'intelligence artificielle représente à la fois une opportunité et un défi. Elle offre des outils puissants pour analyser de vastes volumes de données, détecter des tendances, automatiser certaines tâches répétitives et améliorer la rapidité de traitement de l'information.

Elle peut contribuer à renforcer le journalisme d'investigation en facilitant l'analyse de grands ensembles de données, en identifiant des schémas complexes et en accélérant le travail de vérification des faits. Elle peut également élargir l'accès à l'information en améliorant la recherche, la traduction et la diffusion de contenus auprès de publics plus diversifiés.

Enfin, utilisée de manière responsable, elle peut nous rendre, nous professionnels de la presse, plus efficaces en automatisant certaines tâches répétitives, nous permettant ainsi de consacrer davantage de temps à l'analyse approfondie, au travail de terrain et à la production d'informations de qualité.

Chers participants, nous espérons que cette formation vous a permis de tirer pleinement profit des avancées technologiques, en vous appropriant les outils d'intelligence artificielle de manière éclairée, éthique et stratégique. Elle vous aidera désormais à mieux comprendre les transformations en cours, à renforcer vos compétences professionnelles et à intégrer ces innovations dans votre pratique journalistique, tout en préservant les principes fondamentaux de rigueur, d'indépendance et de responsabilité. Dans un contexte mondial où la désinformation circule rapidement et où les contenus générés artificiellement deviennent de plus en plus sophistiqués, le rôle du journaliste est plus essentiel que

jamais. Votre mission – informer avec rigueur, vérifier avec indépendance, analyser avec profondeur – demeure au cœur du fonctionnement démocratique.

Ce séminaire consacré à l'intelligence artificielle et à ses implications pour le journalisme en Haïti visait précisément à vous donner les connaissances et les outils nécessaires pour comprendre ces nouvelles technologies, les utiliser de manière responsable et anticiper leurs impacts. Il ne s'agissait pas seulement d'apprendre à utiliser des outils, mais de réfléchir ensemble à l'avenir du journalisme à l'ère numérique. Nous croyons fermement que le renforcement des capacités des professionnels des médias est un investissement dans la transparence, la responsabilité et la démocratie. En soutenant cette initiative, le Bureau des affaires publiques de l'Ambassade des États-Unis réaffirme son engagement en faveur d'une presse libre, indépendante et résiliente.

Nous sommes persuadés que ces trois journées de formation, soutenues ici à l'Hôtel Montana, ont été riches en échanges, en apprentissages et en réflexions critiques. Vous avez pu interagir avec le professeur Patrick Attié, partager vos expériences et bâtir des réseaux de collaboration durables.

Comme je l'ai déjà dit : l'intelligence artificielle ne remplacera pas votre jugement en tant qu'êtres humains, ni votre intégrité et votre courage de journalistes. Mais bien utilisée, elle peut devenir un outil au service d'un journalisme plus fort, plus précis et plus accessible.

Je vous remercie pour votre engagement envers votre profession et envers le peuple haïtien. Je remercie également le professeur Patrick Attié et sa vaillante équipe de l'École Supérieure d'Infotronique d'Haïti (ESIH) d'avoir accepté de diriger cette formation. Je ne saurais pas remercier également mes collègues de l'Ambassade des États-Unis, car sans eux, cette activité n'aurait pas été possible. Je veux mentionner nommément :

-Daphney Valsaint Malandre
-Paulette Bruno
-Nathalie Gardere
-Romuald Zamy
-Marvens Anglade
-Kisley Jeannot
-Samuel Saint-Jacques

Chers consœurs et confrères journalistes, que ce séminaire de formation sur l'intelligence artificielle, organisé à votre intention et qui s'est déroulé durant trois jours ici à l'Hôtel Montana à Pétiion-Ville, constitue désormais une étape importante qui marquera positivement votre carrière.

FONDS NATIONAL DE L'EDUCATION (FNE)



Le FNE a pour mission de participer à l'effort de l'éducation pour tous de la République d'Haïti et gérer les fonds destinés au financement, tant au niveau de l'Etat qu'au niveau des Collectivités Territoriales, des dépenses relatives à l'éducation, notamment des coûts de scolarité au profit des écoliers haïtiens des projets et études susceptibles de contribuer à l'avancement de l'instruction des enfants et, enfin, de la construction ou l'amélioration des infrastructures scolaires du pays.



37, Rue Jean Price Mars, Village des Orchidées, Puits Blain, Route de Frères, Pétion-Ville, Haïti

<https://fne.gouv.ht>

E-mail: info@fne.gouv.ht

Tel. Bureau: (509)-2258.0159

Journée internationale des droits des femmes**Clinique médicale de la FOLONHA au profit des mères célibataires**

Port-au-Prince, le 8 mars 2026 À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, la Fondation Lorquet pour une Nouvelle Haïti (FOLONHA) a apporté son soutien à une journée de clinique médicale organisée par l'Association des Mères Célibataires de la Félicité (AMECEF), en partenariat avec le Centre hospitalier Notre-Dame de la Merci. Des cartes d'accès aux services de santé ont également été distribuées.

Cette initiative, réalisée le dimanche 8 mars 2026 à Bourdon, Port-au-Prince, s'inscrit dans le cadre du thème retenu cette année par les Nations Unies : « *Droit, action, justice* ». Elle visait à promouvoir l'accès aux services de santé pour les mères célibataires, une catégorie de femmes souvent confrontée à des défis économiques et sociaux importants.

À travers cette activité, près de 150 mères célibataires, membres de l'AMECEF, ont pu bénéficier de consultations médicales gratuites dans plusieurs spécialités. Les services offerts comprenaient notamment des consultations en gynécologie, en médecine générale, en dermatologie ainsi que des

examens de dépistage destinés à prévenir certaines pathologies affectant la santé des femmes.

À travers cette initiative placée sous le thème « *Mères célibataires : le droit à la santé vaut* », l'AMECEF et la FOLONHA souhaitent réaffirmer l'importance de l'accès équitable aux soins de santé pour toutes les femmes, en particulier les mères célibataires.

Selon M. Lucien Jura, responsable de l'AMECEF, « *cette initiative répond à la volonté de l'association d'accompagner les mères célibataires dans plusieurs domaines essentiels, dont la santé, l'éducation, l'autonomisation économique et le soutien psychosocial* ».

Il a souligné que, dans le contexte socio-économique actuel, l'accès aux soins de santé demeure un défi majeur pour de nombreuses femmes qui assument seules la responsabilité de leurs enfants.

La journée de clinique médicale a été rendue possible grâce à l'engagement de l'équipe médicale du Centre hospitalier Notre-Dame de la Merci, mobilisée sous la coordination du Dr Lauré Adrien.



Plusieurs spécialistes ont ainsi été mobilisés afin d'offrir une prise en charge adaptée aux participantes, notamment des gynécologues-obstétriciens, des médecins généralistes, un dermatologue ainsi qu'un spécialiste ORL.

Selon le Dr Adrien, « cette initiative s'inscrit dans une démarche de prévention et de dépistage, en particulier pour certaines pathologies qui nécessitent une prise en charge précoce, telles que le cancer du col de l'utérus ou certaines maladies chroniques comme l'hypertension artérielle et le diabète ».

Au-delà des consultations réalisées durant la journée, un mécanisme de suivi médical a également été envisagé afin d'orienter les patientes vers des services complémentaires lorsque cela sera nécessaire.

Plusieurs participantes ont exprimé leur satisfaction quant à la qualité de l'accueil et des services reçus.

Sandra, l'une des bénéficiaires, indique avoir été prise en charge par un gynécologue et salue l'initiative qui, selon elle, représente une opportunité importante pour les femmes qui ne disposent pas toujours des moyens nécessaires pour accéder aux soins médicaux.

Mme Yveline Joseph, mère de deux enfants, estime pour sa part que ce type d'activité devrait être organisé plus fréquemment, soulignant que de nombreuses mères célibataires se trouvent dans l'incapacité financière de payer des consultations médicales.

De son côté, Darla, jeune mère d'une fillette de trois ans, explique avoir profité de cette journée pour consulter un dermatologue en raison de lésions cutanées. Elle affirme qu'il s'agit pour elle d'une occasion précieuse, n'ayant pas pu auparavant entreprendre des démarches médicales faute de moyens.

À travers son appui à cette initiative, la Fondation Lorquet pour une Nouvelle Haïti (FOLONHA) réaffirme son engagement en faveur de la promotion du bien-être social, de l'accès aux services essentiels et de l'accompagnement des populations les plus vulnérables.

La fondation encourage le développement de partenariats entre les organisations de la société civile et les institutions sanitaires afin de renforcer les actions de solidarité et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés.

Rappelons que cette activité est rendue possible grâce au dévouement de tous les membres de la Fondation Lorquet pour une Nouvelle Haïti (FOLONHA), notamment :

- Jacquelin Lirismond**, Président ;
- Raquel Jozile**, Vice-présidente ;
- Olivier Chandler Philoma**, Responsable des ressources humaines ;
- Mackendy Pierre**, Directeur de projets ;
- Watson Audibert**, Directeur de projets adjoint ;
- Widley Marius**, Secrétaire général ;
- Sapientia Dorvilier**, Assistante secrétaire générale ;
- Michée Daudier**, Directeur de communication ;
- Alanta Maisonneuve**, Directrice de logistique ;
- Joël Lorquet**, Membre fondateur-conseiller.

Créée le 12 avril 2010 après le séisme du 12 janvier 2010, la Fondation Lorquet pour une Nouvelle Haïti (FOLONHA) a pour mission d'apporter sa contribution à des projets médicaux, éducatifs et sociaux visant à lutter contre l'exclusion et l'isolement en favorisant la création et le maintien d'un lien social dans les communautés dans lesquelles elle intervient.

La FOLONHA intervient dans quatre (4) domaines : Éducation, Santé, Services sociaux et Coopération internationale.

Fondation Lorquet pour une Nouvelle Haïti (FOLONHA)

+ (509) 3793-0399 | + (509) 3402-0482 | + (509) 3604-5862 | + (509) 3726-3798

www.fondationlorquet.org | info@fondationlorquet.org

fondationlorquet.folonha@gmail.com

<https://www.facebook.com/folonha>

SERVICE MARITIME DE NAVIGATION D'HAÏTI SEMANAH



Le SEMANAH a une mission de régulation et de contrôle des eaux maritimes haïtiennes, qu'il soit côtier, régional ou international. Il agit suivant les directives de son Conseil d'Administration composé du

:

- Ministre des Travaux Publics, Transports et Communications, Président*
- Ministre de l'Économie et des Finances, Membre*
- Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes, Membre*
- Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, Membre*
- Ministre du Commerce et de l'Industrie, Membre*
- Directeur Général de l'Institution, Secrétaire du Conseil*



Au milieu, le Directeur Général Eric Prévost Junior

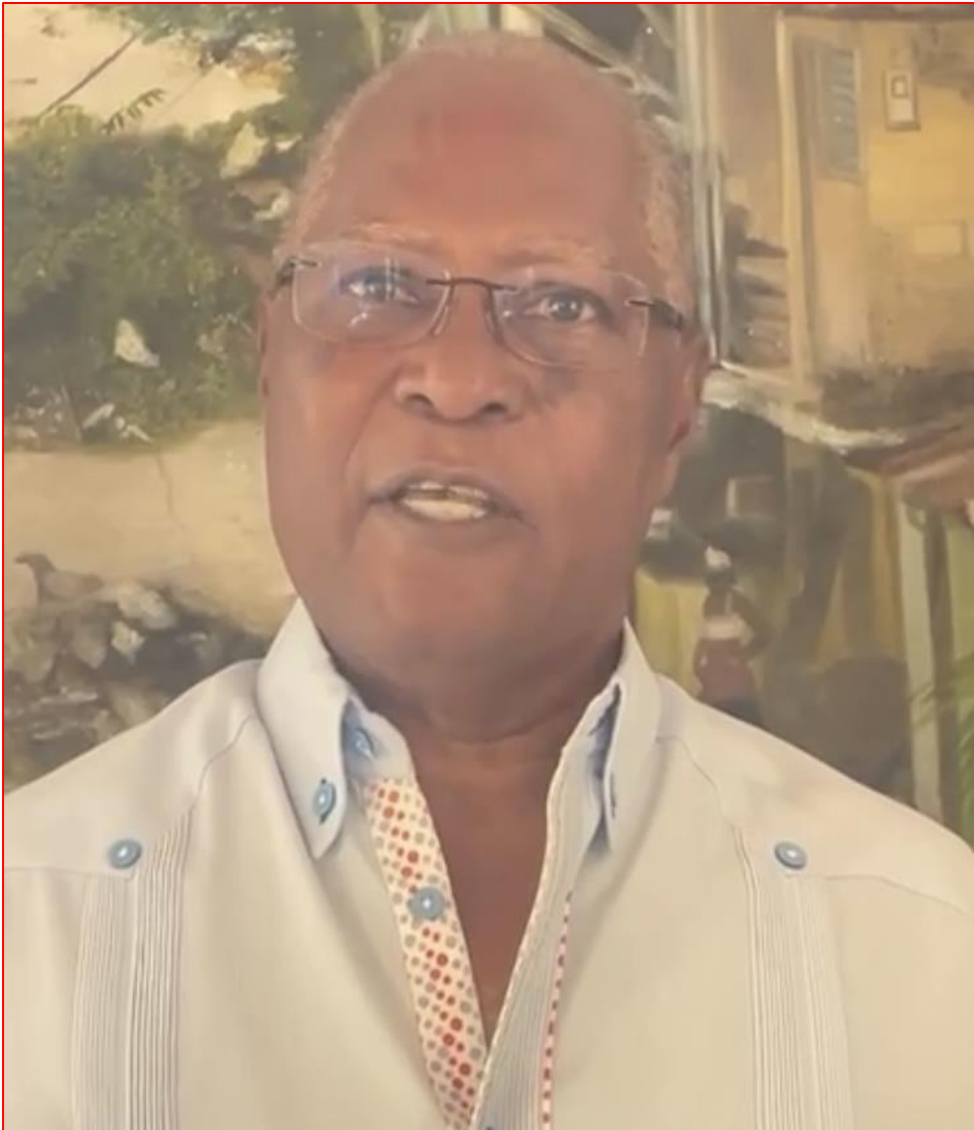
Le SEMANAH joue donc un rôle important en aidant l'État à cerner dans son ensemble les multiples problèmes liés au domaine maritime.

Dans un milieu en perpétuelle mutation et à côté de l'intensification des exigences, le SEMANAH joue un rôle de premier ordre dans la sécurité, la sûreté du transport maritime et la protection de l'environnement marin. Cette mission s'exerce dans les limites de sa juridiction à travers sa structure fonctionnelle.

De plus, par son implantation territoriale, le SEMANAH offre un service public de proximité aux usagers de la mer.



MESAJ ANSYEN PREZIDAN, JOCELERME PRIVERT



M. Jocerme Privert, 57yèm Prezidan d’Ayiti (2016-2017)

Konpatriyòt mwen yo,

Fanm vanyan peyi Dayiti yo,

Jodi a, 8 Mas, *Jounen Entènasyonal Dwa Fanm yo*, se yon moman pou nou sonje yon verite senp: pa gen demokrasi san patisipasyon fanm yo.

Malgre wòl esansyèl yo nan lavi sosyal ak ekonomik peyi a, fanm ayisyèn yo toujou twò souvan mete sou kote nan desizyon politik yo. Sa pa nòmal, e sa pa dwe kontinye.

Ayiti pa ka rebati tèt li si mwatye popilasyon an pa gen plas li nan direksyon peyi a.

Se poutèt sa batay pou dwa fanm yo se pa sèlman yon kesyon egalite; se yon kesyon avni pou nasyon an.

Ann kontinye travay pou yon Ayiti kote fanm yo gen sekirite, opòtinite, ak tout plas yo merite nan lavi piblik la.

Paske lè fanm yo pran plas yo, se demokrasi a ki vin pi fò.

Viv batay fanm yo!

Viv egalite!

Viv Ayiti!

Ann Fèl Ansanm!

Jocelerme Privert

8 mas 2026

LE FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE (FAES)



LE FONDS D'ASSISTANCE ECONOMIQUE ET SOCIALE

LE FAES a été créé par Décret le 3 Juin 1990.

Art. 3: Le FAES a pour mission de financer des projets de courte durée et à haute intensité de main d'œuvre visant à améliorer les conditions de vie des populations démunies dans les zones urbaines et rurales et à accroître leur potentiel productif.



Art. 4: Le FAES comprend:

- Un Conseil d'Administration,
 - Une Direction Générale,
 - Une Direction Administrative et Financière,
 - Une Direction de Promotion et d'Evaluation,
 - Une Direction de Contrôle et de Suivi.
-

1, Delmas 75, Port-au-Prince, Haiti
Tel. +509-2918.4141/+509-29154141

Le RECIPROC promeut la formation et la solidarité

Par Marie Margareth Fortuné,



À l'occasion de la Journée internationale des droits des femmes, célébrée ce 8 mars 2026, le Réseau Civique pour la Promotion des Citoyens (RECIPROC) s'est associé aux initiatives visant à promouvoir les droits, la dignité et la participation des femmes dans la société.

Cette année, la commémoration s'inscrit autour du thème officiel : « *Droits, justice, action pour toutes les femmes et les filles* », un appel à renforcer les engagements en faveur de l'égalité et de la justice sociale.

À l'initiative de sa fondatrice, Marie Margareth Fortuné, le RECIPROC a organisé, en prélude à cette journée, une journée de réflexion et de formation sur la santé des femmes et l'alimentation saine, en collaboration avec le Réseau national des femmes syndiquées, dans leurs locaux situés à Delmas 35.

Consultations médicales gratuites

Cette activité a permis de sensibiliser les participantes à l'importance de la santé des femmes, de la prévention et d'une alimentation équilibrée pour le bien-être de la communauté.

Les participantes se réjouissent de cette initiative qui leur a permis d'échanger et de renforcer leurs connaissances sur ces questions importantes.

Par ailleurs, une distribution de kits alimentaires a été réalisée à l'École Frère du Bon Berger à Delmas 48 ainsi que dans les locaux du Réseau national des femmes syndiquées, permettant de toucher une centaine de femmes.

Pour marquer également cette journée sur le plan spirituel, une messe a été célébrée le dimanche 8 mars 2026 à l'église Saint Jude de Laschaobas ainsi qu'à la chapelle Notre-Dame du Mont Carmel à Delmas 48.

Le secteur Femmes et Jeunes du RECIPROC réaffirme, à travers ces activités, son engagement à promouvoir les droits des femmes et à encourager leur participation active dans la société.

Marie Margareth Fortuné

Fondatrice de RECIPROC



Distribution de kits alimentaires

AUTORITE AEROPORTUAIRE NATIONALE (AAN)



Avant la technologie...il y a les hommes !



L'AAA, c'est toute une équipe dévouée pour faire :
des aéroports Internationaux de Port au Prince, de Cap
Haitien et des Cayes,
des autres aérodromes et héliports du
pays, des endroits où la sécurité est
garantie.

Une bataille qui continue au jour le jour !

AAN

B.P 1792, Port -au -Prince, Haïti. Tél : (509)250 -4105/250 -4107 Fax : (509)250 -5868

Email : dg.aan@haitiworld.com

“LA RENAISSANCE” ET L’ÉGLISE CATHOLIQUE

Pourquoi la Renaissance a été le début de la fin du catholicisme?



La Renaissance, c’est le XIV^{ème} siècle (les années 1300). On dit que le sommet de la civilisation chrétienne, c’est 1272 (vers la fin donc du 13^{ème} siècle), l’année de la mort de Saint Thomas d’Aquin. Le Moyen-Age chrétien. Le Moyen-Age chrétien, avec ses défauts, parce le Moyen-Age chrétien, encore une fois, c’est une institution humaine, donc imparfaite. Le Moyen-Age chrétien, c’était Dieu au centre de tout.

Avec la Renaissance, on commence par ouvrir la porte, en mettant le Bon Dieu, pas complètement, à la porte. La Renaissance est encore imprégnée de christianisme ; cependant on fait rentrer l’homme au milieu, et on met les 2 au centre du village, c’est-à-dire à la fois Dieu, à la fois l’homme. C’est le début d’un humanisme ; c’est le début d’une conception anthropologique des choses. C’est-à-dire, l’homme devient le centre de tout.

Si vous voulez, on ouvre une porte qui va amener à la destruction totale de l’ordre divin dans une âme. Dieu n’a pas été mis dehors d’un seul coup. Il va être mis

dehors petit à petit ; c’est-à-dire qu’on commence par **la Renaissance** – (14^{ème} siècle) ; puis après ça va être **le protestantisme** (16^{ème} siècle), puis **la franc-maçonnerie** (1717), puis **la Révolution française (1789)**, puis malheureusement aujourd’hui, **Vatican II** où Dieu a été mis complètement dehors.

D’abord, de la société avec tout ce qui touche à la Philosophie des Lumières, puis malheureusement après, dans l’Eglise Catholique, avec Dieu qui est mis totalement en-dehors de la société. Et ça va donner le laïcisme total de la République en France. Et ça va donner aussi Vatican II, c’est-à-dire que l’homme prend la place de Dieu. On peut dire que la Révolution française, et surtout le Concile Vatican II (1962-1965), en quelque sorte Dieu est mis dehors et l’homme remplace Dieu. C’est la divinisation de l’homme.

Defensor Dei



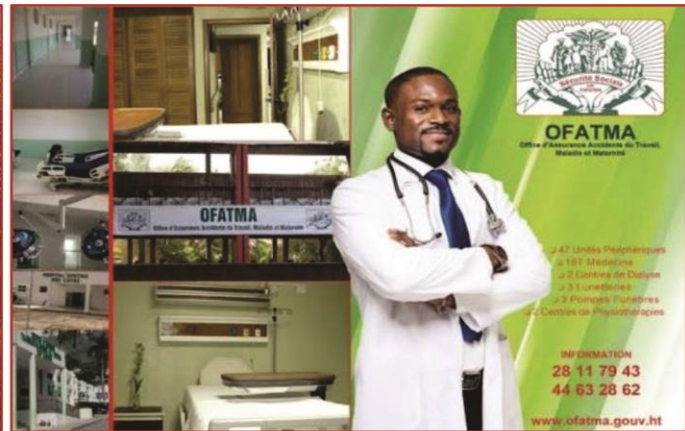
OFFICE D'ASSURANCE-MALADIE ET MATERNITÉ (OFATMA)

www.ofatmagouv.ht

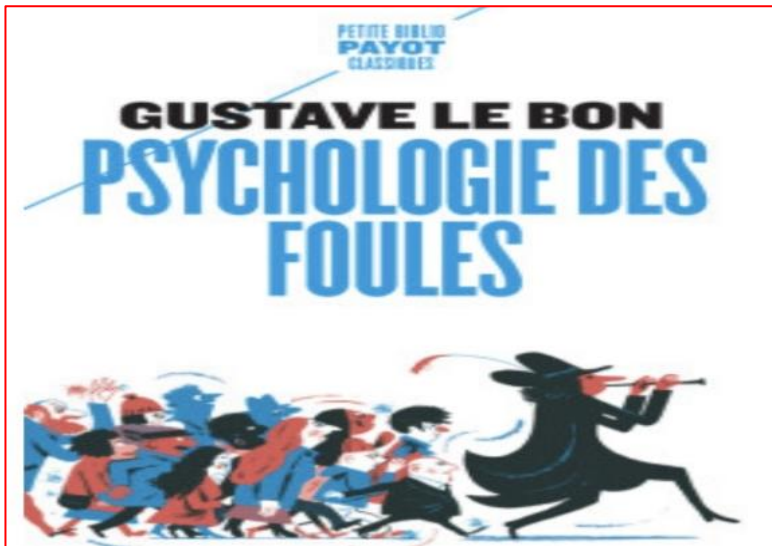
- L'OFATMA assure la gestion des programmes d'assurances Accidents du Travail, Maladie et Maternité et le programme d'Auto-Assurance des Agents de la Fonction publique (PAAAFP).
- L'OFATMA est l'assureur légal en matière de santé dont l'action repose sur trois principes fondamentaux : la solidarité, l'égalité d'accès et la qualité des soins.



- L'OFATMA se situe dans une perspective stratégique d'utilisation des éventuels surplus financiers annuels qui seront dégagés pour :
 - développer le volet santé du système national de Sécurité Sociale.
 - construire un Fonds de Sécurité Sociale destiné au développement d'une Couverture Maladie Universelle (CMU).
 - rendre autonome le financement de l'assurance maladie en Haïti (seuil de rentabilité du système pouvant être atteint au bout de 3 ans suivant l'étude actuarielle réalisée en 2012).
 - céder une partie de ses risques en réassurance ;
 - améliorer la disponibilité et la qualité des services et des prestations de soins.
 - Inciter les jeunes professionnels et autres institutions de prestations de soins et de services à s'installer en périphérie (clientèle captive garantie).



“PSYCHOLOGIE DES FOULES” DE GUSTAVE LE BON



Mais pourquoi les individus changent-ils radicalement de comportement lorsqu'ils sont en groupe ?

Et comment les foules peuvent-elles être à la fois puissantes et dangereuses ?

Dans '*Psychologie des Foules*', **Gustave Le Bon** analyse le fonctionnement mental des foules et montre que lorsqu'un individu se fond dans un groupe, il perd une partie de sa rationalité, de son sens critique et de sa responsabilité personnelle. La foule agit surtout sous l'effet des émotions, des instincts et des idées simples. Elle est influençable, impulsive, souvent excessive, capable du meilleur comme du pire.

Le Bon explique la suggestion, le mimétisme, la contagion émotionnelle jouent un rôle central dans le comportement collectif. Les foules n'analysent pas, elles croient, obéissent aux images, aux symboles et aux slogans plus qu'aux raisonnements complexes. C'est pourquoi les leaders charismatiques, capables de parler avec assurance et de répéter des idées simples peuvent exercer une influence immense sur elles. L'auteur montre aussi comment la foule peut être manipulée par la propagande, la peur et les mythes. Ce qui en fait un

outil redoutable dans les mouvements politiques et sociaux.

Pourquoi ce livre est-il encore si actuel aujourd'hui ?

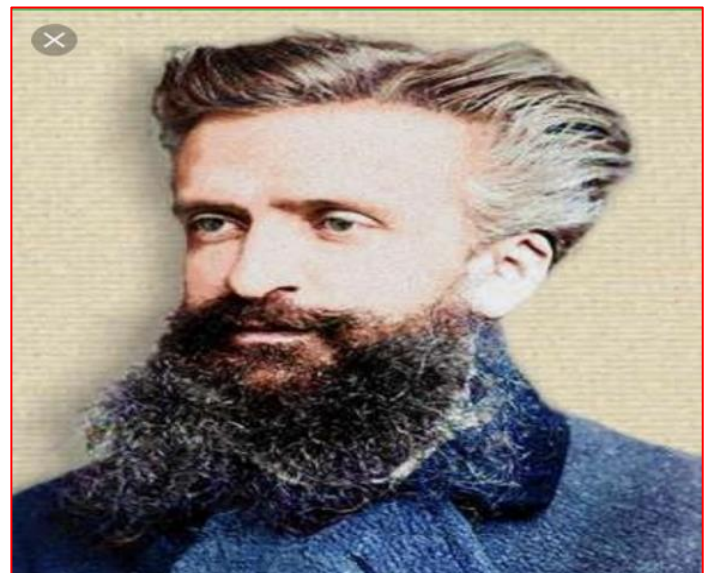
Parce qu'il aide à comprendre le phénomène de masse, la manipulation de l'opinion, les dérives collectives et le pouvoir des discours simplificateurs. **Gustave Le Bon** nous rappelle que penser librement et garder un esprit critique est essentiel pour ne pas se laisser absorber par la logique parfois irrationnelle des foules.

“Livres pour Mieux Vivre”

A PROPOS DE GUSTAVE LE BON

Gustave Le Bon, né le 7 mai 1841 à Nogent-le-Rotrou et mort le 13 décembre 1931 à Marnes-la-Coquette, est un médecin, anthropologue, psychologue social et sociologue français.

Les idées contenues dans *Psychologie des foules* jouèrent un rôle important au début du XX^e siècle. Si les figures majeures du totalitarisme, Mussolini, Hitler, Staline et Mao, passent pour s'être inspirés (ou plus exactement, avoir détourné les principes) de Gustave Le Bon beaucoup de républicains – Roosevelt, Clemenceau, Poincaré, Churchill, de Gaulle, etc. – y ont également puisé des leçons. Gustave Le Bon a pu être considéré comme « le maître des propagandistes du XX^e siècle » ; toutefois, selon le sociologue Benoît Marpeau, l'ouvrage n'a pas la rigueur et la précision d'un système de propagande.



Gustave Le Bon

CUBA ET LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

De notre correspondante à Cuba



“Las Perlas del Son”, groupe musical féminin cubain. Femmes libérées.

Chaque 8 mars, Cuba se pare de ses plus beaux atours pour honorer ses femmes. Loin d'être une fête commerciale ou une simple célébration superficielle, la Journée internationale des femmes revêt à Cuba une profonde signification politique, sociale et culturelle.

C'est une journée pour commémorer la lutte historique, célébrer les acquis et réaffirmer l'engagement dans le combat permanent pour l'égalité des sexes.

Dans un pays où les femmes ont été le pilier des transformations profondes, des luttes d'indépendance du XIXe siècle à la construction du socialisme, le 8 mars est vécu avec une intensité particulière. C'est un hommage à la « femme révolutionnaire », un archétype qui incarne la résilience, la tendresse et la force.

Pour comprendre cette célébration à Cuba, il faut se tourner vers ses héroïnes. La Journée des femmes est indissociable de l'héritage de *Mariana Grajales*, la mère des frères Maceo, qui non seulement a offert ses fils à la nation, mais a aussi manié la machette et fondé un hôpital de campagne dans la campagne cubaine.

La commémoration serait incomplète sans évoquer *Vilma Espín*, guérillera de l'Armée rebelle dans la Sierra Maestra et fondatrice de la Fédération des femmes cubaines (FMC). Vilma, dont l'anniversaire (le 7 avril) est également célébré, est la grande architecte de la révolution des femmes à Cuba. Sous sa direction, la FMC est devenue une organisation d'envergure, porte-parole des luttes et des droits des Cubaines. Le 8 mars est donc aussi un hommage à sa mémoire et à l'œuvre de l'organisation qu'elle a dirigée pendant des décennies.

Cérémonies et hommages :



Femmes militaires cubaines

La journée débute par des événements dans chaque municipalité et province, où des femmes exceptionnelles de divers secteurs sont mises à l'honneur : professionnelles de la santé, enseignantes, scientifiques, athlètes, actrices culturelles et militaires. Elles reçoivent la distinction « 8 mars », une reconnaissance qui honore la vie et l'œuvre de femmes exemplaires. Les rues s'illuminent de couleurs. Il est fréquent de voir des hommes, des enfants et des collègues offrir des fleurs aux femmes. Roses et fleurs nationales comme le souci papillon deviennent symboles d'admiration et de respect.

La presse, la radio et la télévision consacrent leurs programmes à mettre en lumière le rôle des femmes.

Des documentaires, des interviews de femmes influentes et des émissions spéciales abordant des sujets tels que les avancées législatives (par exemple, le nouveau Code de la famille) et les défis persistants en matière d'autonomisation et de violence sexiste sont diffusés. Dans les quartiers, les lieux de travail et les écoles, des rassemblements matinaux, des activités culturelles et de petites célébrations sont organisés en l'honneur des femmes.

De notre correspondante à Cuba

**Lisez HAITI-ESPOIR,
Le magazine des bonnes analyses.**

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook : Magazine « Haïti-Espoir »

Phone: +509 34751155/56220262 /3639 5588



LE SERVICE NATIONAL DE GESTION DES RÉSIDUS SOLIDES (SNGRS)

Boulevard 15 Octobre

Sa mission :

- Collecter, trier, recycler et transformer les déchets ;
- Fixe les normes dans lesquelles ces activités doivent être effectuées,
- Fixer les lieux d'établissement des sites de décharges.



Gérer les déchets médicaux et toxiques, et assurer le contrôle et la cohésion des différents acteurs du secteur.

Le SNGRS, placé sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, fonctionne de concert avec les Collectivités territoriales.

Le SNGRS dessert tout le territoire national.

Trois représentants de la Fédération Nationale des Maires (FENAM) font également partie du conseil.



Le Travail est immense ; mais il manque les moyens !

- Chaque année il y a environ cinq millions de tonnes métriques d'ordures dans le pays ;
- Seulement 13 % avait pu être collectés par l'ancien SMCRS.
- Les entreprises privées en ramassaient environ 15%.

AIDEZ-NOUS À FAIRE LA DIFFÉRENCE !

Carnaval 2026, aux Cayes :

Trois jours de couleurs, de rythmes et de Rara

Par Jean Manfred Siméon



Les 15, 16 et 17 février 2026, la ville des Cayes a été le théâtre d'un carnaval vibrant et populaire, marqué par des défilés de musique, des costumes colorés et des groupes de rue, reflet de la vitalité culturelle haïtienne. Dans un pays où les célébrations ont été décentralisées en 2026 — chaque commune organisant les siennes avec un appui étatique — Les Cayes s'est affirmée comme un point d'attraction majeur du carnaval provincial.

Une ville en fête malgré le contexte national

La troisième ville d'Haïti s'est transformée en scène festive pendant trois jours consécutifs. Dès dimanche 15

février, des milliers de Cayens et de visiteurs ont afflué dans les rues centrales pour assister à l'ouverture des défilés. Les parades, composées de bandes carnavalesques locales, fanfares, groupes de percussion et danseurs en costumes, ont animé le paysage urbain, suscitant enthousiasme et participation populaire.

Des formations musicales traditionnelles, parfois inspirées du rara, ont improvisé des rythmes entraînants le long des principaux axes, mêlant percussions, chants et chants populaires, et rassemblant familles et jeunes autour d'une ambiance communautaire forte.

Rythmes, traditions et héritage culturel



À l'image de la tradition du rara haïtien, ces défilés ont mis en avant non seulement la musique et les costumes, mais aussi le savoir-faire culturel transmis de génération en génération. Bien que le rara soit historiquement associé à la période de Carême et aux processions du dimanche de Pâques dans certaines régions d'Haïti — où des musiciens jouent tambours, vaksen (trompettes de bambou) et autres instruments pour animer les rues — il reste, dans le contexte du carnaval, un symbole fort de l'identité populaire haïtienne.

Chaque soir, les Cayes ont résonné au son des tambours et des éclats de rire, tandis que les groupes déambulaient à travers les quartiers, intégrant parfois des éléments de rara dans leurs présentations festives. Cela a permis de maintenir vivante une tradition musicale unique tout en célébrant la joie sociable du carnaval.

Ambiance populaire et perspective

Malgré un climat national parfois marqué par des incertitudes politiques et sécuritaires en Haïti, les festivités aux Cayes ont constitué un moment de renforcement des liens communautaires, de célébration culturelle et d'espoir, offrant à la population l'occasion de partager joie et fierté collective.

Les défilés des 15, 16 et 17 février 2026, resteront dans les mémoires comme une démonstration éclatante de la

créativité et de la résilience culturelle de cette ville du Sud-Haïtien, où musique, danse et tradition se conjuguent pour animer l'espace public.

Jean Manfred Siméon

Juriste

Professeur de Français

Président de l'Alliance Française des Cayes

Critique d'art

HAITI-ESPOIR :
IDENTIFIER LES PROBLÈMES ;
DÉTERMINER LEURS CONSÉQUENCES ;
RECHERCHER LEURS CAUSES ;
SENSIBILISER LES GENS ;
ET LES MOBILISER AUTOUR DES SOLUTIONS !

GÉNÉRIQUE

Directeur Général

Me. Jean Hénoc Faroul

Rédacteur en Chef

Me. Jean Hénoc Faroul

**Secrétaire de
Rédaction**

Me. Jean Hénoc Faroul

Rédaction

Mutchi Obas
Alex Calas
Ing. Moïse Charles
Ing. Yves Junior Vancol
Me. Manfred Siméon
Me. Jean Hénoc Faroul
Bernadel Joseph
Jean Gustave Molin

Promotion

Alex Calas

Reporter

Thomas Goldy

**Responsables de
Publicité**

Jean Robert Lhérisson

Eder Rosier

Marketing et distribution

Jean Eudes Pierre Jean

Art graphique

Alexis Jean Billy.



Conseil Electoral Provisoire

NOTE DE PRESSE

ENREGISTREMENT DES PARTIS, GROUPEMENTS ET REGROUPEMENTS DE PARTIS POLITIQUES DU 2 AU 12 MARS 2026

Le Conseil électoral provisoire (CEP) informe la presse en général et les acteurs politiques en particulier, qu'il procède du **2 au 12 mars 2026**, à l'enregistrement des partis, groupements et regroupements de partis politiques, conformément au calendrier et **aux articles 143 et suivants du Décret électoral du 1^{er} décembre 2025**.

Les représentants officiels desdites organisations politiques sont invités à se présenter au local du CEP, à Pétion-ville, munis de tous les documents exigés par le Décret électoral, dans le délai imparti, de 9 am à 4 h pm.

La liste des pièces à soumettre au moment de l'enregistrement est disponible sur le site : www.cephaiti.ht et les pages officielles Facebook et X du CEP.

Le Conseil électoral provisoire réaffirme son engagement à conduire un processus électoral inclusif et impartial, en toute indépendance et transparence.

Pour authentification : (509) 3163-9523 / 4420-6006

Pétion-ville, le 27 février 2026.-



72, Rue Stephen Trochu, Pétion-ville



Conseil Electoral Provisoire

Liste des documents à soumettre

Réf	Liste des documents à soumettre par les Partis Politiques suivant les dispositions de l'article 143 du décret électoral en date du 1 ^{er} Décembre 2025	Type
1	Acte constitutif notarié du parti politique (Article 143 alinéa 1).	Document
2	Acte de reconnaissance du parti politique (Article 143 alinéa 2).	Document
3	Statuts du parti (Article 143 alinéa 1).	Document
4	Procès-verbal de la plus récente assemblée générale ou celui du plus récent congrès désignant le directoire du parti.	Document
5	A défaut de son représentant officiel, l'acte notarié autorisant le mandataire à inscrire le parti.	Document
6	Correspondance du Ministère de la Justice attestant l'enregistrement du parti.	Document
7	Sigle du parti politique (Article 143 alinéa 6).	Document
8	Emblème (Logo) du parti politique en couleur (Article 143 alinéa 6).	Document
9	Copie couleur de la carte d'identification nationale (CIN) valide du représentant officiel du Parti ou du mandataire	Document
10	Un CD ou une Clé USB sans virus comportant l'emblème (Logo) du parti politique (Le logo doit être en format JPEG ou PNG).	CD/Clé USB

Réf	Liste des documents à soumettre par les Groupements ou Regroupements de Partis Politiques suivant les dispositions de l'article 143 du décret électoral en date du 1 ^{er} Décembre 2025	Type
1	Acte constitutif notarié du groupement et du regroupement politique, ses statuts et ses objectifs (Article 143 alinéa 1).	Document
2	La liste des partis signataires d'un accord notarié du groupement ou regroupement de partis politiques (Article 143 alinéa 4).	Document
3	Le document faisant état d'un accord entre les Partis concernant l'utilisation d'un emblème unique pour le groupement ou regroupement de partis politiques (Article 143 alinéa 5). NB : Ce document doit être notarié	Document
4	Procès-verbal de la plus récente assemblée générale ou celui du plus récent congrès désignant le directoire de chaque parti faisant partie du groupement ou du regroupement de partis politiques.	Document
5	Correspondance du Ministère de la Justice attestant l'enregistrement de chaque parti faisant partie du groupement ou du regroupement de partis politiques.	Document
6	L'acte de reconnaissance de chacun des partis formant le groupement ou regroupement de partis politiques (Article 143 alinéa 3).	Document
7	A défaut de son représentant officiel, l'acte notarié autorisant le mandataire à inscrire le groupement ou le regroupement de partis politiques.	Document
8	Sigle du groupement ou du regroupement de partis politiques (Article 143 alinéa 6).	Document
9	Emblème (Logo) du groupement ou du regroupement de partis politiques en couleur (Article 143 alinéa 6).	Document
10	Copie couleur de la carte d'identification nationale (CIN) valide du représentant officiel, ou du mandataire du groupement ou du regroupement de partis politiques.	Document
11	Un CD ou Clé USB sans virus comportant l'emblème (Logo) du groupement ou du regroupement de partis politiques. (Le logo doit être en format JPEG ou PNG).	CD/Clé USB

Le CEP poursuit avec les préparatifs !

Par Alex Calas



Conseil électoral provisoire (CEP) poursuit le processus d'inscription des partis politiques, groupements et regroupements de partis politiques, en son siège central sis à Pétiion-Ville. De nombreuses formations politiques ont rempli les formalités y relatives dans le délai imparti (2 au 12 Mars 2026). Les dirigeants de ces structures politiques ont réaffirmé leur attachement au processus électoral, qu'ils considèrent comme le seul moyen de sortir le pays de la crise actuelle. Parmi les partis qui se sont enregistrés le Mardi 10 mars 2026, figurent notamment le parti *Alternative pour Transformer Haïti (ATHA)* de Jean David Génésté, le *FREN* de Guy Philippe-Joiséus Nader et le *RDNP*, qui comptent participer aux élections à tous les niveaux.

Inscription des partis politiques

Certains leaders politiques ont apprécié la façon dont le processus d'enregistrement s'est déroulé, dans le calme. Aucun incident ne s'est produit, et tous les partis disposant des documents requis, ont pu s'inscrire sans difficulté. Par ailleurs, ces responsables politiques ont souligné que la tenue effective des élections, dépendra en grande partie de l'amélioration du climat sécuritaire dans le pays. Ils estiment qu'il revient aux autorités compétentes de prendre les mesures nécessaires afin de rétablir un environnement stable et propice à

l'organisation du scrutin.

Le CEP a encore appelé les autres formations politiques remplissant les conditions requises, à se faire enregistrer, car le processus devait prendre fin le jeudi 12 mars 2026. Déjà deux jours avant cette échéance, plus de 140 formations politiques ont répondu à l'appel sur les plus 220 reconnus par le Ministère de la Justice. On se sait si une prorogation du délai serait nécessaire pour permettre aux partis retardataires de se faire enregistrer.

Dans la perspective des prochaines élections, le Conseil Electoral Provisoire (CEP) a annoncé le Mardi 10 Mars 2026 une série de séances de formation à l'intention des membres des Bureaux électoraux départementaux (BED) et des Bureaux électoraux communaux (BEC). Ces sessions se déroulent dans les chefs-lieux des différents départements du pays, et s'inscrivent dans la volonté de l'institution électorale de professionnaliser davantage les structures électorales locales. Les participants seront formés à la rédaction des rapports administratifs liés au processus électoral, afin d'assurer une meilleure traçabilité et une gestion plus rigoureuse des opérations électorales sur le terrain.

Le CEP a indiqué que cette formation permettra aux membres des BED et des BEC de mieux comprendre



Une séance de formation



le fonctionnement du système électoral haïtien, tout en les informant sur les différentes parties prenantes impliquées dans le processus électoral. À travers cette initiative, le Conseil électoral provisoire entend veiller au respect des normes et des règles applicables aux élections, tout en s'assurant que le processus électoral se déroule dans un climat de professionnalisme, de transparence et de fiabilité.

Dans la même logique, l'organisme électoral a lancé le processus de recrutement des grands formateurs électoraux appelés à intervenir sur l'ensemble du territoire. Les inscriptions seront reçues du 9 au 21 Mars 2026 dans les pôles Grand Nord, Ouest et Grand Sud. Ces derniers auront, entre autres, pour tâches d'assurer la formation et l'encadrement des superviseurs électoraux et de superviser et appuyer la formation des membres des bureaux de vote.

Alex Calas

Communicateur, Journaliste, Analyste sociopolitique, Relationniste, Facilitateur des activités événementielles, Défenseur des Droits Humains et Directeur Exécutif de Observatoire Haïtien pour le Droit et la Liberté de la Presse (OHDLP).

Email : ohdlphaiti@gmail.com

Phone +509 3639 5588

**M PA P KITE ANYEN
SOU DO PITIT MWEN**

Tel: (509) 2812-6356 / (509) 4799-7582
(786) 464-0956
WWW.PROTECTA.HT

PROTECTA AIC



Conseil Electoral Provisoire
Direction de Formation Electorale

AVIS DE RECRUTEMENT

Poste : Grands Formateurs Electoraux.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Décret électoral en vigueur et de la poursuite des préparatifs techniques et opérationnels du processus électoral, le Conseil Electoral Provisoire (CEP), à travers la Direction de Formation Électorale (DFE), lance un avis de recrutement en vue de constituer un vivier de Grands Formateurs Électorales appelés à intervenir sur l'ensemble du territoire national.

A. RÔLE ET RESPONSABILITÉS DES GRANDS FORMATEURS

Sous la supervision de la Direction de Formation Électorale, les Grands Formateurs auront pour missions de :

- Assurer la formation et l'encadrement des superviseurs électoraux ;
- Superviser et appuyer la formation des membres des bureaux de vote ;
- Participer à l'identification, à la livraison, à la distribution et à la réception des matériels électoraux sensibles et non sensibles ;
- Appuyer les structures électorales déconcentrées avant, pendant et après le jour du vote ;
- Participer aux activités des centres de réception en coordination avec les Bureaux Électorales Départementaux (BED) ;
- Contribuer à la transmission des procès-verbaux depuis les bureaux de vote et des Bureaux de Tabulation des Votes Départementaux (BTVD) vers le Centre de Tabulation des Votes (CTV) ;
- Respecter strictement les règles d'éthique, de déontologie, d'impartialité et de neutralité électorale.

Direction de Formation Electorale (DFE)

Février 2026

B. PROFIL ET CONDITIONS REQUISES

Peuvent faire acte de candidature les personnes remplissant les conditions suivantes :

- Être de nationalité haïtienne ;
- Être détenteur(trice) d'une Carte d'Identification Nationale valide ;
- Être détenteur(trice) d'un Casier Judiciaire délivré par le Tribunal de Première Instance ;
- Résider dans le département où il ou elle est appelé(e) à exercer ;
- Être titulaire au minimum d'un diplôme d'un établissement d'enseignement supérieur reconnu ;
- Jouir d'une bonne moralité et d'une réputation irréprochable ;
- Ne pas être agent contractuel ou employé de l'administration publique ;
- N'avoir fait l'objet d'aucune condamnation pénale grave ni de sanction administrative liée à des fautes électorales ;
- N'avoir jamais été impliqué(e) dans des actes de fraude électorale ;
- Ne faire l'objet d'aucune sanction nationale ;
- Ne pas être inscrit(e) sur une liste de sanctions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Un quota minimum de 30 % de femmes sera respecté dans le cadre du présent recrutement, conformément à la politique d'intégration du genre du CEP.

C. MODALITÉS DE RECRUTEMENT

Le recrutement des Grands Formateurs se fera de manière compétitive, transparente et objective, sur la base de :

- l'analyse des dossiers de candidature ;
- la vérification des pièces justificatives ;
- l'évaluation des compétences techniques, pédagogiques et électorales ;
- un entretien, au besoin.

D. DOSSIER DE CANDIDATURE

Le dossier de candidature devra comprendre :

- Une lettre de motivation signée ;
- Un curriculum vitae (CV) détaillé ;
- Une copie des diplômes d'études supérieures obtenus ;

Direction de Formation Electorale (DFE)

Février 2026

- Une copie de la Carte d'identification nationale
- Une copie du Casier judiciaire valide
- Une copie du matricule fiscal pour l'exercice 2024-2025
- Une copie de la déclaration définitive d'impôts pour l'exercice 2024-2025
- Une lettre de référence.

Répartition géographique et période de réception des dossiers

La réception et l'analyse des dossiers de candidature pour le recrutement des Grands formateurs électoraux sont organisées par département et zone géographique, selon le calendrier suivant :

N°	Département	Pôle	Période de réception des dossiers
1	Nord-Est	Grand Nord	Du 16 au 20 mars 2026
2	Nord	Grand Nord	Du 23 au 27 mars 2026
3	Centre	Grand Nord	Du 9 au 13 mars 2026
4	Nord-Ouest	Grand Nord	Du 9 au 13 mars 2026
5	Artibonite	Grand Nord	Du 16 au 20 mars 2026
6	Ouest I et II	Ouest	Du 16 au 21 mars 2026
7	Sud	Grand Sud	Du 16 au 20 mars 2026
8	Nippes	Grand Sud	Du 16 au 20 mars 2026
9	Grand-Anse	Grand Sud	Du 9 au 13 mars 2026
10	Sud-Est	Grand Sud	Du 9 au 13 mars 2026

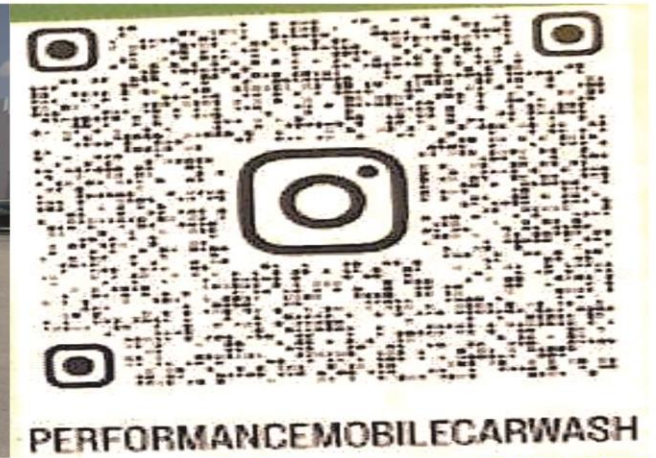
Les dossiers complets devront être soumis dans les délais ci-dessus indiqués par le CEP, selon les modalités précisées dans le communiqué officiel de dépôt.

Les intéressés correspondant au profil recherché sont invités à soumettre, au plus tard, le 27 mars 2026, leur dossier de candidature à l'adresse électronique :

recrutementgrandsformateurs@cephaiti.ht ou les déposer aux différents Bureaux électoraux départementaux (BED) mentionnant en objet : candidature au poste de Grand formateur-CEP.

Conseil Électoral Provisoire

PERFORMANCE MOBILE CARWASH



- Buff Hand
- Spray Wax
- Shampoo Shine
- Bright and Full Detail



- We take pride in making your vehicle!
- Better Service and better Price!
- After 5 washes get one free.

PERFORMANCE CARWASH

Address:
Dade County and Broward County, Miami, Florida, USA.
Phone: 786-226-5619

We take Zelle, Cash App, Venmo, Apple Wallet.

By appointment only.



Jean Volcy, owner, car detail



Nòt denosiyasyon, kondanasyon ak pozisyon laprès Ba Latibonit kont polisye malveyan nan Senmak.

Dirijan ak manb laprès nan Ba Latibonit lan ini vwa yo ansanm pou denonse zak maspinay ak tantativ اساسina ke plizyè polisye fè sou jounalis Carlos Augustin nan apremidi lendi 9 mas 2026 la nan rantre sid vil la. Nou sezi aprann tout ajisman sovaj ak pawòl gangstè ke jounalis la viktim pandan plis ke 4 trè tan nan yon swadizan arestasyon dèyè do lalwa ki plis sanble ak yon kidnapin.

Jounalis Carlos Augustin, repòtè Radyo-Tele Ekilib, prezantatè Radyo News FM epi korespondan Radyo Vizyon 2 000, te sou wout rantre lakay li lè lapolis kanpe moto l nan yon tyèk pwen ki tap fèt nan pòs Fresino a. Pliske polisye a kite l kanpe pou al kontwole lòt veyikil, jounalis la mande polisye a, lè l retounen, pou l tyeke l e voye l ale paske lapli kòmanse ap tonbe. Lè sa a polisye a fè jounalis la konnen ke l pa gen dwa pale ak li, ke si li manke deplase la, se bal tèt li ye. Pandan jounalis la mande kòman bal tèt la, polisye a kenbe jounalis Carlos Augustin nan kòlèt, rale l sou moto a, kòmanse vide kou sou li epi marel ak fè sèso. Polisye a ki te kagoule deklare jounalis la ke li gen chans ke li pat aswè. Mtap fout yon sachè nan tèt ou, nou fout ou yon bal nan tèt ou, vide tabasko nan dyòl ou, nou pete 2 je w.

Polisye Makenzi, responsab pòs Fresino a, fè jounalis Carlos Augustin konnen ke li gen chans ke nèg ki pou te la yo pa la. Nou tap fè w respekte moun Jodi a. Kalvè jounalis la sitou miltipliye lè li te fè polisye yo konnen ke li se jounalis. Pandan polisye yo ap bimen jounalis la, yo sezi telefòn li e anpeche li fè bezwen fizyolojik ke li te genyen pandan 2 zè tan.

Dirijan ak manm laprès nan Ba Latibonit ap soulinye ke depi plizyè lane se pa 2 menas ki pandye sou tèt laprès. Anpil jounalis sibi zak baba anba men lapolis san ke anyen pa janm fèt pou sa. Lapolis rann laprès responsab ke sosyete a di ke yo nan gang. Nap raple ke rapò RNDDH ki lonje dwèt sou lapolis nan depatman an, se pa jounalis ki ekri l.

Dirijan ak manm laprès nan Ba Latibonit konsidere konpòtman polisye yo pou yon deklarasyon lagè kont jounalis. Nou kondane jan de vyolans sa yo ki pa ditou kadre ak lalwa. Nou mande prese prese pou responsab lapolis yo pran tout desizyon ki ka korije briganday sa yo.

Dirijan ak manm laprès nan Ba Latibonit egzije ke polisye tankou bouro Carlos Augustin yo, rive idantifye e sanksyone administrativman pandan ke lajistis ap fè travay li. Nou deside kanpe sou kouvèti tout aktivite lapolis ak lajistis jiskaske enstitisyon sa yo pran responsablite yo e ke krimimèl yo peye pou zak yo.

Dirijan ak manm laprès nan Ba Latibonit kwè li pa posib pou tout lajounen, polisye ap bat avoka, ti machann, chofè taksi, medsen, bizisman, plantè ak jounalis pandan ke gang ap banbile depi 6 lane nan Ba Latibonit.

Dirijan ak manm laprès nan Ba Latibonit remèt lavi tout jounalis yo nan men polisye Senmak.

Viv Libète lapawòl, Viv Laprès !

Ba Latibonit, Madi 10 Mas 2026.

Joël Camille
3773 6396
UJBA

Louis Chadrac
3725 5025
AMEA

Emmanuel Philius
3227 7307
ALO Jounalis

Pradel Alexandre
4100 0114
FEJA

Haïti: le moment de la responsabilité collective

Par Ansyto Félix



M. Ansyto Félix

L'avenir d'Haïti ne peut pas être confié à des dirigeants silencieux ou complaisants lorsque la nation est rabaissée.

Comment comprendre, par exemple, que la semaine même de l'installation de l'interlocuteur haïtien auprès de la communauté internationale, l'annonce de l'extension des restrictions de vols commerciaux américains vers l'aéroport international de la capitale n'ait suscité aucune réaction claire de nos autorités? Ce silence interroge. Il révèle une inquiétante réalité: trop souvent, les intérêts d'Haïti semblent passer après ceux des autres.

Pourtant, l'histoire d'Haïti nous enseigne une vérité fondamentale: lorsque le peuple se lève la dignité nationale renaît. La solution aux problèmes d'Haïti ne viendra ni d'un projet imposé de l'extérieur ni de calculs politiques internes, mais de la conscience, de la

Haïti traverse l'une des périodes les plus critiques de son histoire récente.

L'insécurité, la violence, la corruption et l'humiliation répétée sur la scène internationale fragilisent chaque jour davantage notre souveraineté et notre dignité nationales. Face à cette réalité, une rupture s'impose.

Rupture avec les pratiques politiques qui ont trop longtemps trahi l'intérêt collectif, rupture avec l'indifférence devant l'effondrement progressif de l'État. La moralisation du choix de nos dirigeants, devient une exigence incontournable.

Un peuple qui aspire à la dignité, doit aussi exiger l'intégrité et la responsabilité de ceux qui prétendent parler en son nom.

responsabilité et de la mobilisation du peuple haïtien lui-même.

Aujourd'hui, plus que jamais, il est temps de se tenir debout. Car aucune nation ne peut survivre longtemps si son peuple renonce à défendre sa dignité et son avenir.

Félix Ansyto

- *Politologue*
- *Ecrivain*
- *Dramaturge*
- *Metteur en scène*
- *Poète*
- *Homme de théâtre*
- *Citoyen haïtien engagé.*

10 Mars 2026

MAGASINE "HAÏTI-ESPOIR"

Visitez-nous sur :

www.magazinehaitiespoir.site

Facebook. Magazine Haïti-Espoir

Phone: +509 34751155/56220262 /3639 5588

HAITI-ESPOIR



“**HAITI-ESPOIR**” est une revue hebdomadaire de l’actualité nationale et internationale, qui analyse de manière scientifique et indépendante les faits majeurs de la vie économique, politique, sociale et culturelle d’Haïti et du Monde. La finalité, c’est d’apporter sa pierre à la reconstruction d’Haïti, ce pays fondé en 1804 au terme de la lutte menée par les grands émancipateurs Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines et le “libertador” Alexandre Pétion, et qui se trouve aujourd’hui au fond de l’abîme.

Nos articles et réflexions sont rédigés par de vrais professionnels des sciences sociales et humaines, toujours guidés par l’éthique, la neutralité et l’objectivité. Ce qui rend le travail ardu, austère, mais de qualité. La facilité passe, mais l’austérité demeure.

Nous partageons le magazine online et des fois en dur gratuitement à un large public qui a fini par nous adopter. Chaque semaine notre lectorat attend impatiemment la dernière parution de “**HAITI-ESPOIR**” qui informe et éduque. Et nous prenons bien soin de ne pas leur fausser compagnie, peu importe les difficultés.

Si vous aimez notre travail ; encouragez-nous ! Votre aide nous permettra de faire encore plus : mieux vous informer, mieux vous aider à comprendre les dessous des événements qui affectent votre vie quotidienne. Ceci est assez important ! << *Felix, qui potuit rerum cognoscere causas !*>> << *Heureux, celui qui a pu pénétrer la raison des choses.*>>, dit la langue de Virgile.

Compte en Gourde de ‘HAITI-ESPOIR’ : 4260-000410.

Compte en USD de ‘HAITI-ESPOIR’ : 4261-000169.

Banque Nationale de Crédit ou BNC.

Merci !

“**HAITI-ESPOIR**” is a weekly review of national and international news, offering a scientific and independent analysis of major economic, political, social, and cultural events in Haiti and around the world. Its aim is to contribute to the reconstruction of Haïti; a country founded in 1804 following the struggle led by the great emancipators Toussaint Louverture, Jean-Jacques Dessalines, and the "libertador" Alexandre Pétion, and which today finds itself in dire straits.

True professionals in the social sciences and humanities, always guided by ethics, neutrality, and objectivity, write our articles and reflections. This makes the work arduous, rigorous, but ultimately of high quality. Ease may pass, but rigor remains. We share the magazine online and sometimes in print, free of charge, with a wide audience that has come to embrace us. Every week, our readership eagerly awaits the latest issue of "HAITI-ESPOIR," which informs and educates. And we take great care not to let them down, no matter the difficulties.

If you appreciate our work, encourage us! Your support will allow us to do even more: to better inform you, to better help you understand the underlying causes of events that affect your daily life. This is quite important! "Felix, qui potuit rerum cognoscere causas!" "Blessed is he who has been able to understand the reasons behind things," says the language of Virgil.

"HAITI-ESPOIR" account in Gourde: 4260-000410.

"HAITI-ESPOIR" account in USD: 4261-000169.

‘Banque Nationale de Crédit’ or ‘BNC’ (a bank in Haiti).

Thank you!